

# SPORE

Le magazine  
du développement  
agricole et rural  
des pays ACP

<http://spore.cta.int>

## INTERVIEW

Akinwumi Adesina, nouveau  
président de la Banque Africaine  
de Développement, ancien  
ministre de l'Agriculture  
du Nigeria

N°176

JUIN-JUILLET 2015

ACCÈS AUX ENGRAIS

## Intensifier oui, mais comment ?

MANIOC

## La racine du 21<sup>ème</sup> siècle

DISTRIBUTION

# La révolution est en marche





COLLECTION  
**PRO-AGRO**

Disponible  
au CTA

# Pro-Agro: Le manuel agricole de référence

Tous les savoir-faire essentiels pour  
l'agriculteur des pays tropicaux et  
subtropicaux

# Editorial

## Concrétiser la déclaration de Malabo



L'agriculture africaine a occupé le devant de la scène durant toute l'année 2014. Des manifestations diverses dans l'ensemble du continent et de nombreuses communications politiques ont célébré l'Année de l'agriculture et de la sécurité alimentaire déclarée par l'Union africaine (UA). L'aboutissement le plus important de cette initiative est la Déclaration de Malabo adoptée en juin 2014 par les chefs d'État et de gouvernements africains. Cette déclaration a donné un nouvel élan au Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA) lancé en 2003. Le PDDAA, qui définit des objectifs précis de croissance et d'investissement pour le secteur agricole africain, est maintenant un programme reconnu aussi bien qu'un outil de sensibilisation qui facilite l'alignement des pays et de leurs partenaires de développement sur un ensemble d'objectifs communs. De nombreux pays se sont appuyés sur les recommandations du PDDAA pour élaborer des plans nationaux d'investissement visant à stimuler la croissance et la transformation de leur agriculture.

La déclaration de Malabo se concentre sur l'obtention de résultats mesurables et d'un impact dans sept domaines d'engagement afin de transformer l'agriculture africaine d'ici 2025, notamment en doublant la productivité agricole, en réduisant de moitié les pertes post-récolte, en créant des emplois dans le secteur agricole pour 30 % de la jeunesse africaine et en triplant le commerce intra-africain. Elle souligne aussi l'importance d'une refonte des institutions et des politiques qui permettrait de créer un environnement politique favorable aux niveaux national et régional.

La 11<sup>ème</sup> Plate-forme de partenariat du PDDAA, qui s'est tenue à Johannesburg les 25 et 26 mars 2015, a rassemblé un grand nombre de parties prenantes pour étudier les actions et modalités précises qui assureront la mise en œuvre de la déclaration de Malabo. Il a été demandé à chaque participant de définir ce qu'il ferait pour réaliser les objectifs de la déclaration. L'un des principaux thèmes de la réunion a été l'autonomisation des femmes, dans l'esprit du thème choisi par l'UA pour 2015 : Année de l'autonomisation des femmes et du développement. Un meilleur accès aux ressources productives devrait permettre aux femmes africaines d'augmenter leur contribution au secteur agricole et d'en tirer davantage profit.

Faisons tous de notre mieux pour que la déclaration de Malabo devienne réalité.

Michal Hailu  
Directeur du CTA



ACCÈS AUX  
ENGRAIS

Intensifier  
oui, mais  
comment ?

4

À LA UNE



AKINWUMI AYODEJI  
ADESINA

Surfer sur la  
vague des  
réformes

6

INTERVIEW



DISTRIBUTION

La révolution est  
en marche

13

DOSSIER

- 4 | À la une
- 6 | Interview
- 8 | Agriculture
- 9 | Santé et nutrition
- 10 | Élevage et pêche
- 11 | Environnement
- 12 | Recherche et TIC

### 13 | Dossier

#### Distribution : La révolution est en marche

Les consommateurs urbains changent la physionomie du marché des aliments en Afrique

### 17 | Point de vue

#### Joab Ouma : satisfaire des besoins différents

Développer des produits abordables et pratiques

### 18 | Reportage

#### Nigeria : une approche directe

Rendre accessibles les produits frais aux consommateurs urbains

### 20 | Chaînes de valeur

#### Manioc : la racine du 21<sup>ème</sup> siècle

### 21 | Publications

### 25 | Agir avec le CTA

**SPORE** est le magazine bimestriel du Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA). Le CTA est régi par l'Accord de Cotonou entre le groupe des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et l'Union européenne, et financé par l'UE. • CTA • Postbus 380 • 6700 AJ Wageningen, Pays-Bas • Tél. : +31 317 467 100 • Fax : +31 317 460 067 • E-mail : cta@cta.int • Site Web : www.cta.int • **DIRECTEUR DE LA PUBLICATION** : Michael Hailu • **DIRECTEUR DU COMITÉ DE RÉDACTION** : Stéphane Gambier • **COORDINATION DU COMITÉ DE RÉDACTION** : Anne Legroscolard • **COMITÉ DE RÉDACTION** : Krishan Bheenick, Isolina Boto, Juan Cheaz, Thierry Doudet, Vincent Fautrel, Philippe Lhoste, Andrew Shepherd, Tarikua Woldetsadick • **MARKETING** : Thérèse Burke • **RÉDACTION** : Directeur de la rédaction : Joshua Massarenti • Vita Società Editoriale S.p.A., Via Marco d'Agate 43, 20139 Milan, Italie • Rédactrice en chef de la version anglaise : Susanna Thorp (WRENmedia Ltd) • Fressingfield, Eye, Suffolk, IP21 5SA, Royaume-Uni • Rédacteur en chef de la version française : Bénédicte Chatel (CommodAfrica), 12, avenue de Wagram, 75008 Paris, France • Rédacteur en chef de la version portugaise : Ricardo Bordalo, Tapada da Carvalha, Cabanões, São João de Lourosa, 3500 – 885 Viseu, Portugal • **CORRESPONDANTS** : ont participé à ce numéro N. Ackbarally (Maurice), O. Alawode (Nigéria), M. Andriatiana (Madagascar), B. Bafana (Zimbabwe), B. H. Carreon (Palau), S. Diarra (Mali), K. A. Domfeh (Ghana), O. Issa (Niger), J. Karuga (Kenya), M. A. Konte (Sénégal), M. Makoni, (Afrique du Sud), A. Matho (Cameroun), C. Mkoka (Malawi), S. Mubuguah (Kenya), S. Norte (Mozambique), E. Ntungwe (Cameroun), P. Sawa (Kenya), A. Silva (Mozambique), L. Smith (Trinité-et-Tobago) • **AUTRES CONTRIBUTEURS** : N. Brynart, S. Federici, J. Francis, A. Guillaume-Gentil, ISO Translation & Publishing, D. Juchault, D. Manley, F. Mantione, A. Perrin, M. Protz, C. Puscetdu, J. Summers, Tradcats, G. Zati • **DESIGN** : Intactile DESIGN, France • **MISE EN PAGE** : Lai-momo, Italie • **IMPRESSION** : Latimer Trend & Company, UK • © CTA 2015 – ISSN 1011-0054

# Intensifier oui, mais comment ?

Produire plus et mieux est à l'ordre du jour partout à travers le monde. Mais en Afrique, la tâche est d'autant plus ardue que la productivité agricole y est plus faible qu'ailleurs. L'accessibilité aux engrais pour les petits agriculteurs revêt donc une importance capitale.



Jusqu'à une période récente, l'Afrique était surtout parvenue à accroître sa production alimentaire grâce à l'extension des superficies cultivées. Toutefois la pression démographique, la concurrence accrue entre agriculture et élevage et, surtout, la baisse de la fertilité des sols obligent aujourd'hui les pays africains à investir massivement dans les engrais. Mais quels engrais utiliser ? Minéraux, organiques, organo-minéraux ? Les avis peuvent diverger mais chacun s'accorde sur la nécessité de produire plus sur une même surface : il faut intensifier durablement pour accroître les rendements.

Les statistiques parlent d'elles-mêmes : l'Afrique utilise en moyenne 10 kg/ha d'engrais contre 100 kg au niveau mondial et 200 kg en Asie ! Et, bien souvent, ils sont destinés aux cultures de rente et/ou commerciales.

Comment expliquer cette faible utilisation d'engrais ? Les raisons sont multiples et souvent connues : coût

élevé (jusqu'à 4 fois plus que dans le reste du monde), infrastructures portuaires, routières et de distribution insuffisantes, difficultés d'accès au financement, etc.

### Diminuer le coût des engrais

Les prix des engrais, dictés par le marché international, sont élevés et le resteront. Or, en diminuer le coût est souvent une des conditions pour que les petits producteurs y accèdent. De nombreux pays ont recours aux subventions. Mais la pratique est coûteuse, pesant sur le budget de l'État, et elle est souvent inefficace car les populations ciblées ne perçoivent pas toujours les subventions. Sans parler des cas de détournement ou de fraude.

Ceci dit, des pays comme le Malawi, le Mozambique, le Nigeria ou encore le Rwanda ont mis en place, avec l'International Fertilizer Development Center (IFCD), un programme de coupons d'engrais. Cette "subvention

En Éthiopie, des échantillons de terre ont été prélevés pour dresser une cartographie détaillée du sol qui permettra de développer des formules d'engrais adaptées.

intelligente” consiste à distribuer à des agriculteurs ciblés des coupons à identification unique et sécurisée. Munis de ces derniers, l’agriculteur se rend auprès de distributeurs agréés et ne lui paie que le reliquat. Ce système, plus transparent, basé sur le partenariat public-privé, permet de toucher effectivement les agriculteurs qui en ont besoin et de développer un réseau privé de distribution.

## Du “sur mesure”

Une autre façon de diminuer le coût des engrais pour les producteurs est d’améliorer leur efficacité en tenant compte des caractéristiques du sol et des cultures. L’idéal serait d’avoir un engrais spécifique pour chaque champ et chaque produit ce qui est, bien évidemment, impossible. Mais on peut s’en rapprocher.

En Éthiopie, par exemple, 3 500 prélèvements ont été effectués sur l’ensemble du territoire pour dresser une cartographie aussi complète que possible des sols. Il a été relevé les teneurs non seulement en azote, en phosphore et en potassium (NPK) mais aussi en oligo-éléments. Puis, après des essais en champs et l’application de modèles mathématiques, des formulations d’engrais ont été élaborées pour des régions et des cultures données. De quelque 120 formules initiales, on est revenu à une douzaine.

Ensuite, l’Éthiopie a décidé d’investir dans des unités de mélange (*blending plant*) pour les fabriquer sur place plutôt qu’importer des engrais complexes prêts à l’emploi. Une première usine, située dans la région d’Oromia, a démarré sa production en juin 2014. Trois autres devraient voir le jour, respectivement dans la Région des nations, nationalités et peuples du Sud, l’Amhara et le Tigray. L’objectif est qu’à terme, plus de 11 millions de petits exploitants aient accès à ces engrais “sur mesure” leur permettant d’accroître leurs rendements. Les coopératives d’agriculteurs sont des partenaires à part entière de l’initiative puisqu’elles font fonctionner les usines avec l’appui des gouvernements régionaux et des agences du ministère de l’Agriculture.

“Si les formulations d’engrais sont plus adaptées, leur rendement agronomique et économique est bien meilleur. Ainsi, pratiquement à coût égal, en ne modifiant que légèrement les compositions et surtout en travaillant sur les oligo-éléments, on peut faire des bonds de plus de 35 % dans les rendements”, indique Patrice Annequin, analyste senior sur les marchés à IFDC et coordinateur de l’initiative AfricaFertilizer.org

## Atteindre les agriculteurs

Encore faut-il rendre accessibles ces engrais et donc mailler le territoire de distributeurs. Dans certains pays, les circuits sont relativement développés. Ainsi, en Ouganda, on dénombre 2 000 distributeurs d’intrants. Dans d’autres, de larges zones restent vierges. Au Niger, depuis le début des années 2000, le ministère de l’Agriculture développe des magasins gérés par des organisations de producteurs ; il en existe aujourd’hui environ 800. Ces magasins vendent des intrants, proposant de petits conditionnements et les producteurs peuvent aussi y bénéficier de conseils.

Une autre façon d’améliorer la disponibilité des intrants est de lier le petit producteur au marché. En d’autres termes, les fournisseurs d’intrants mettent les producteurs en relation avec les acquéreurs du produit final. C’est ce que fait dans le maïs par exemple, Wienco, première

entreprise privée de distribution d’engrais au Ghana, avec l’association de petits agriculteurs Masara N’Arziki. À un bémol près : les producteurs doivent emblaver au moins 5 hectares de maïs pour être membres de l’association, ce qui exclut *de facto* les petits ou très petits producteurs. On revient en quelque sorte au modèle intégré des filières cotonnières d’Afrique de l’Ouest, si ce n’est que ce sont aujourd’hui des filières privées.

## Vers l’intensification écologique

Si certains font la promotion d’une agriculture entièrement biologique la majorité des spécialistes s’accorde sur la difficulté de se passer entièrement d’engrais minéraux. Mais ils ne suffisent pas. Encore faut-il avoir suffisamment de matières organiques dans le sol et de bonnes pratiques culturales.

De nouvelles voies et des solutions alternatives sont développées pour aider l’agriculteur à faire face aux nouveaux défis. Elles s’appellent agroécologie, agroforesterie, permaculture, intégration agriculture-élevage, etc. Elles prônent une intensification écologique où rien ne se perd mais tout se transforme : les déjections animales deviennent du fumier, les déchets divers du compost. De nouvelles pratiques émergent comme le non-labour ou le semis-direct sur couverture végétale permanente, la rotation des cultures notamment avec des légumineuses ou l’introduction d’arbres fertilisants. Et ces engrais organiques, qui participent à une meilleure gestion de la fertilité des sols, sont à la portée des petits producteurs. Une révolution verte “africaine” en gestation qui ne repose pas sur le même modèle que celui pratiqué naguère en Asie ou en Amérique latine. ■

Anne Guillaume-Gentil

## L’expérience du Bangladesh essaime en Afrique

Pendant plus de 20 ans, International Fertilizer Development Center (IFDC) a développé avec succès le Placement profond de l’engrais (PPE) dans les rizières au Bangladesh. Il remplace la méthode traditionnelle d’application de l’engrais par épandage. Partant du constat que près de 70 % de l’urée était perdue dans les eaux de ruissellement ou dans l’atmosphère, l’idée est venue de la compacter en briquettes. Ces dernières sont enfoncées dans le sol, à la main ou à l’aide d’un applicateur mécanique, à une profondeur de 7 à 10 cm près de la racine des plantes, ce qui libère progressivement l’azote. Résultat : les rendements sont accrus en moyenne de 18 % tout en réduisant la quantité d’engrais d’environ un tiers.

Depuis 2009, l’IFDC promeut dans treize pays africains le PPE en obtenant des résultats similaires sur le riz. “Mais, souligne Patrice Annequin, ce procédé n’a fait ses preuves, pour l’instant, qu’en culture irriguée, ce qui limite son champ d’application en Afrique”.



H.E Akinwumi  
Ayodeji Adesina

AKINWUMI AYODEJI ADESINA

# Surfer sur la vague des réformes

S. E. Akinwumi Ayodeji Adesina a développé et géré pendant 24 ans des programmes agricoles fructueux dans toute l'Afrique. En tant que ministre de l'Agriculture et du développement rural du Nigeria, il a mis en place le porte-monnaie électronique. Il est aujourd'hui le nouveau président de la Banque Africaine de Développement.

**Le porte-monnaie électronique nigérian a suscité beaucoup d'intérêt. Quels en sont les aspects essentiels et quelles ont été les motivations pour l'instaurer ?**

Nous avons établi le porte-monnaie électronique pour réduire l'implication directe du gouvernement dans l'approvisionnement et la distribution d'intrants agricoles. Cette initiative commune de la Banque centrale du Nigeria et du ministère fédéral de l'Agriculture et du développement rural garantit que les intrants agricoles et les messages importants de vulgarisation parviennent rapidement et dans la transparence aux agriculteurs. Les principaux modules sont l'enregistrement des agriculteurs, la gestion des transactions, les prêts aux distributeurs et les audits menés par des tiers. Les agriculteurs gagnent en autonomie : ils reçoivent sur leurs téléphones portables – ou porte-monnaie électronique – des bons pour des intrants (semences et engrais) subventionnés, qu'ils utilisent pour acheter directement ces intrants aux distributeurs.

**Depuis son lancement, quels ont été les principaux avantages de ce système ? Quel sera l'impact à long terme du porte-monnaie électronique sur le secteur agricole du Nigeria ?**

Depuis 2011, nous avons touché environ 20 millions de petits exploitants agricoles. Les fabricants d'engrais ont vendu pour 100 millions d'euros et les entreprises de semences pour 10 millions d'euros d'intrants. Les banques ont prêté 20 millions d'euros aux distributeurs et il n'y a eu aucun cas de prêts non remboursés. Nous avons maintenant un registre à jour des profils complets de plus de 15 millions d'agriculteurs. En tant que nation, nous avons 21 millions de tonnes supplémentaires d'aliments, ce qui réduit la facture des importations alimentaires.

Selon le Bureau national des statistiques, les importations alimentaires ont diminué de 6,3 milliards d'euros en 2009 à 4,11 milliards d'euros en 2013, et continuent à baisser. Notre facture d'importation de riz a diminué de 60 %.

Nous avons réussi à rendre le système nigérian de distribution d'intrants plus transparent, responsable et structuré. L'initiative a aussi permis de restaurer la confiance entre le gou-

*“Depuis 2011, nous avons touché environ 20 millions de petits exploitants agricoles. Les fabricants d'engrais ont vendu pour 100 millions d'euros et les entreprises de semences pour 10 millions d'euros d'intrants. Les banques ont prêté 20 millions d'euros aux distributeurs et il n'y a eu aucun cas de prêts non remboursés”*

vernement et les agriculteurs. Les principaux investisseurs locaux et internationaux investissent dans ce nouveau secteur agricole.

L'objectif à long terme du porte-monnaie électronique est l'intégration de tous les éléments de notre système agricole national, de la production à la consommation. Atteindre nos objectifs de sécurité alimentaire et de développement économique pour le pays ne paraît plus impossible. L'agriculture a retrouvé sa juste place de principal créateur d'emplois et de générateur de revenus. Cette “richesse de la terre” nous permet maintenant de diminuer notre dépendance à l'égard de la richesse pétrolière.

**Quelles ont été les difficultés rencontrées ? L'intervention du gouvernement doit-elle continuer ou les agriculteurs seront-ils prêts à payer pour les futurs services ?**



Il n'a pas été facile de changer des comportements enracinés depuis plus de 40 ans mais nous avons réussi à convaincre les agriculteurs et les distributeurs d'intrants, entre autres, d'adopter cette approche transparente des transactions commerciales. La seconde difficulté a trait aux infrastructures. Nos investissements sur les trois dernières années portent maintenant leurs fruits. Par exemple, davantage d'agriculteurs ont adopté la technologie des téléphones portables, nous avons réparé les grands axes routiers et amélioré l'accès aux marchés. Nous comptons perfectionner encore le système du porte-monnaie électronique en le dotant d'une puce

intégrée qui permettra son utilisation comme carte bancaire à identification électronique, dans le cadre de l'initiative nigériane pour les paiements agricoles.

**Quels conseils donneriez-vous aux autres gouvernements africains qui envisagent d'adopter le porte-monnaie électronique ?**

Le Nigeria est le premier pays africain à instaurer un système de porte-monnaie électronique pour la fourniture d'intrants subventionnés aux agriculteurs. Notre conseil est simple : venez au Nigeria pour tirer les leçons de notre expérience si vous désirez mettre votre programme en œuvre plus rapidement. Il est inutile que vous reproduisiez nos erreurs. ■

Judith Francis  
et Susanna Thorp

## CÔTE D'IVOIRE

### Nouveau souffle pour l'hévéa

Depuis 2012, le gouvernement ivoirien a décidé de porter les superficies d'hévéa à plus de 300 000 ha à l'horizon 2020. Dans les régions de Daoukro, Dimbokro, Prikro, Bocanda, M'bahiakro, Gagnoa, Bongouanou, les paysans ont manifesté leur volonté de remplacer la culture du cacao et du café par l'hévéaculture, plus rentable pour eux car générant un revenu mensuel. La production de caoutchouc a atteint 311 429 tonnes en 2014 contre 255 000 en 2012.

## CÉRÉALES LOCALES

### Des pâtes alimentaires *made in Cameroun*

Au lieu d'utiliser du blé importé, Dorothy Selamo, une entrepreneuse camerounaise, fabrique des pâtes alimentaires à base de farine de manioc, de macabo ou d'igname. Pour réaliser cette prouesse, elle a découvert une formule qui permet à ses produits de conserver leur viscoélasticité après la cuisson. Ces pâtes labellisées "Miondonini" sont vendues à Douala.

## NUTRITION

### Encourager la culture de la chaya

L'ONG Care a lancé cette année un projet pilote visant à favoriser la production et la consommation de chaya auprès de 150 paysans de Nampula, un district situé au nord du Mozambique qui enregistre un taux élevé de malnutrition. La chaya, plante à croissance rapide et cultivable tout au long de l'année, est dotée de qualités nutritives reconnues.

## APICULTURE

### Ruche isotherme antistress

Une ruche de fabrication sud-africaine protège les abeilles contre les températures extrêmes et permet ainsi de réduire l'état de stress de la colonie et de maintenir sa productivité. Les ruches BeePak™ sont fabriquées dans un matériau qui les rend légères, facilement transportables et leur garantit une durée de vie de 50 ans. Ces nouvelles ruches produisent environ 5 kg de miel de plus que les ruches traditionnelles.

## CAFÉ

### Une révolution qui passe par l'appropriation

Plus de 700 000 producteurs de café ougandais profitent d'un nouveau système pour valoriser leurs grains de café et augmentent ainsi leurs revenus.

**E**n Ouganda, les producteurs de café étaient traditionnellement preneurs de prix, vendant leurs grains non transformés au prix offert par l'acheteur. Avec l'approche dite du Modèle d'appropriation agricole, développée par l'agriculteur Joseph Nkandu, et inscrite récemment au Top 20 des innovations du CTA, les agriculteurs se regroupent, développent des partenariats avec les exportateurs et les torréfacteurs et assument eux-mêmes plusieurs rôles dans la chaîne de valeur du café. Cette approche

Joseph Nkandu, directeur de NUCAFE (sur la droite avec un chapeau) forme les agriculteurs à la gestion des caféiers et améliore leur retour sur investissement grâce au Modèle d'appropriation agricole.



a été adoptée par l'Union nationale des agroentreprises et des entreprises caféicoles (NUCAFE) et implique aujourd'hui 700 000 producteurs au travers de 160 associations.

Dans le cadre de ce nouveau modèle inclusif, NUCAFE et ses associations membres n'achètent pas le café aux producteurs, mais leur fournissent des services à un prix abordable. Les producteurs restent propriétaires de leur café tout au long de la chaîne de transformation et obtiennent un bénéfice supérieur du produit transformé. Les producteurs s'investissent ainsi dans les activités plus lucratives de la chaîne de valeur et en retirent des bénéfices. Les transformateurs du café profitent également de ce modèle en augmentant la capacité opérationnelle de leur matériel de transformation et leurs revenus.

Le modèle redéfinit le rôle des coopératives agricoles qui deviennent donc des partenaires des producteurs pour augmenter la valeur de leurs produits. Être présent sur des maillons plus rentables de la chaîne de valeur permet non seulement aux producteurs d'accroître leurs revenus mais aussi de remettre en cause et de redessiner les relations de pouvoir au sein de la chaîne. Ce système a également encouragé les producteurs à développer leurs compétences en gestion d'entreprise et management, et à investir dans leurs infrastructures et dans la défense de leurs droits. Le modèle a été intégré dans la Politique nationale pour le secteur du café lancée par le gouvernement ougandais en décembre 2013. Et, il est en cours d'adoption par des organisations nationales et régionales de développement agricole œuvrant dans d'autres secteurs. ■

Lenah Bosibori

## COMMERCIALISATION

### Coopératives : pari gagnant pour les femmes

Organisées en coopératives rurales, des centaines de femmes du nord du Mozambique ont transformé la vie de leurs familles en commercialisant leurs produits agricoles et halieutiques en zones urbaines. Ces groupes entendent aussi sensibiliser les communautés rurales aux droits des femmes, notamment à la participation civique et politique ainsi qu'à la gestion des ressources de la région.

Pour Rosa Halaneque, présidente d'un groupe de femmes dans le district de Meconta, le travail qu'elle a effectué ces deux dernières années lui a offert "les moyens d'envoyer mes enfants dans de meilleures écoles et de leur garantir une alimentation saine", explique-t-elle, tout en soulignant que ce changement "a eu des effets positifs sur la plupart des membres des groupes de notre district".

Aunício da Silva





© C. Fricks

Les agriculteurs haïtiens utilisent les bonnes pratiques dans la culture des arachides pour lutter contre la contamination par les aflatoxines.

## AFLATOXINES

### Santé et affaires vont de pair

En Haïti, les producteurs d'arachides ont adopté des stratégies innovantes pour lutter contre la contamination par les aflatoxines, améliorant ainsi leurs revenus et la santé des consommateurs.

En Haïti, l'ONG *Meds & Food for Kids* (MFK) offre un débouché rentable pour les arachides produites localement. MFK est un fournisseur agréé d'aliments prêts à l'emploi à base d'arachides (notamment du beurre de cacahuète fortifié) auprès de l'UNICEF (le fonds des NU pour l'enfance) pour ses programmes alimentaires dans l'île. Depuis 2004, MFK a acheté plus de 180 000 kg d'arachides auprès de producteurs haïtiens, qui ont bénéficié de formations, de la recherche collaborative et d'incitations économiques pour les aider à lutter contre la contamination par les aflatoxines. Les producteurs ont ainsi pu avoir accès au crédit et augmenter leurs rendements de 30 % et leurs revenus agricoles de 100 %.

Les aflatoxines – substances toxiques produites par un champignon que l'on retrouve communément sous les tropiques, l'*Aspergillus* – sont fortement cancérigènes, pouvant conduire à un cancer du foie en cas d'exposition prolongée. Les enfants sont particulièrement menacés. La consommation d'aliments contaminés est la cause de retards de croissance et d'une diminution du poids

à la naissance. Les aflatoxines affectent également la santé animale et peuvent entrer dans la chaîne alimentaire humaine via des aliments comme le lait et les œufs.

*Meds & Food for Kids*, avec l'aide de ses réseaux d'agriculteurs, a réussi à ramener le taux de contamination par les aflatoxines dans les limites fixées par les normes internationales. Développé en collaboration avec des partenaires nationaux et internationaux, le modèle de MFK – qui figure au Top 20 des innovations du CTA – encourage le recours à des stratégies de contrôle adaptées à chaque niveau de la chaîne de valeur. Dans les champs, le modèle insiste sur l'adoption de bonnes pratiques agricoles, comme l'utilisation de variétés vigoureuses, la rotation des cultures, la ponctualité des semis, le maintien de la fertilité des sols et la gestion des mauvaises herbes, des maladies et des ravageurs. La récolte, le battage et le séchage (pour atteindre une teneur en humidité de moins de 10 %) doivent être réalisés le plus rapidement possible. On utilise des bâches pour le séchage et des sacs perméables à l'air pour le stockage afin d'éviter la formation d'humidité. MFK procède également à des analyses des niveaux d'humidité et d'aflatoxines au moment de la vente. Toutes ces stratégies combinées permettent de contrôler les taux d'aflatoxines.

Depuis 2012, une société privée, *Acceso Peanut Corp.*, reproduit ce modèle dans d'autres régions en Haïti, offrant ainsi de nouveaux débouchés à plus de producteurs. ■

Soumaila Diarra

## MÉDICAMENTS NATURELS Santé et bien-être par les plantes

Aux Palaos, une étude récente sur la pratique des médecines traditionnelles montre que sept personnes sur dix préparent leurs propres remèdes médicinaux à base de plantes telles que le *Morinda citrifolia* L. (pour traiter le diabète) et le *Phaleria nishidae* (pour traiter l'obésité). Ces plantes font depuis lors l'objet d'études cliniques.

## TIC

### Urgence médicale

Les populations rurales du district de Lagdo, dans l'extrême nord du Cameroun, bénéficient d'un meilleur accès aux services de santé grâce à un nouveau système d'alerte d'urgence s'appuyant sur les TIC. Avec M-Health, les agriculteurs envoient, en cas d'urgence, un SMS aux services de santé locaux et sont localisés via un GPS.

## BIO FORTIFICATION

### Un outil interactif pour investir

Un nouvel outil interactif en ligne, le *Biofortification Priority Index* (BPI), est aujourd'hui disponible pour faciliter la décision d'investir dans sept cultures biofortifiées en vitamine A (manioc, maïs, patate douce orange), en fer (haricot et mil) et en zinc (riz et blé). BPI, développé par HarvestPlus - une alliance mondiale d'instituts de recherche - donne des indications pour savoir dans quelles cultures l'investissement aura un impact maximal sur la carence en micronutriments.

<http://tinyurl.com/osf7l7g>

## PESTICIDES

### À votre santé!

Au Kenya, les pesticides sont très largement utilisés sur les cultures maraichères. Afin de limiter les dégâts provoqués par les insectes et protéger la santé de la main d'œuvre agricole, des chercheurs du Centre international de physiologie et d'écologie des insectes (Icipe) ont créé des filets en polyéthylène qui, posés sur les cultures, permettent de réduire jusqu'à 100 % le recours aux pesticides pour les tomates et les haricots.

# ÉLEVAGE ET PÊCHE

BIOGAZ

## Quand les abattoirs se recyclent

En Ouganda et au Kenya, les déchets d'abattoir sont recyclés pour produire du biogaz et des engrais biologiques.

**A**vec une capacité d'abattage quotidienne de plus de 700 bovins et 450 petits bétails, l'abattoir de Kampala en Ouganda rejette environ 400 m<sup>3</sup> d'eaux usées chaque jour qui dégradent tant l'environnement que la qualité de l'eau potable dans la région. Des chercheurs de l'Université Makerere collaborent avec le programme *Bio-resources Innovations Network for Eastern Africa* - qui accorde des subventions aux biologistes pour améliorer la production alimentaire et la gestion de l'environnement - pour aider l'abattoir à réduire et nettoyer ses eaux usées. Les déchets de l'abattoir sont d'abord passés dans des digesteurs pour produire du biogaz. Traités, ils sont ensuite séparés en une boue riche en nutriments qui servira d'engrais biologique, tandis que l'effluent est envoyé dans une installation hydroponique construite dans un étang artificiel pour être nettoyé et ensuite dispersé dans l'environnement.

Dans la ville de Kiserian au Kenya, les 320 pasteurs Massais qui gèrent les abattoirs de Keekonyokie produisent eux aussi du biogaz avec les déchets d'élevage. Traités, ils servent de fumier pour restaurer leurs pâturages. Les abattoirs peuvent produire suffisamment de biogaz pour remplir chaque jour 100 bonbonnes de 6 kg, qui sont vendues 6,5 € l'unité, soit environ la moitié du prix du GPL ordinaire. Selon le professeur Erastus Gatebe de l'Institut de recherche et développement industriel du Kenya, la flamme du biogaz est plus chaude que celle produite par du GPL et garantit une efficacité énergétique de 30 à 40 % supérieure. ■

Sophie Mbugua et James Karuga

Un système de collecte du biogaz dans l'abattoir de Wambizzi à Kampala en Ouganda.



SAVOIRS TRADITIONNELS

## Base de données ethno-vétérinaires

Dans quatre districts du Rwanda, les connaissances ancestrales de 250 ethno-vétérinaires sur les maladies affectant chèvres, moutons et vaches sont récoltées. Ce savoir est compilé en français et en kinyarwanda pour créer une base de données sur les maladies animales et leurs symptômes. Les ethno-vétérinaires aident également les chercheurs de Vétérinaires Sans Frontières Belgique, de l'Institut de recherche scientifique et technologique du Rwanda, du Conseil agricole du Rwanda et du Laboratoire vétérinaire national, à identifier les plantes et herbes ethno-médicinales, et leurs principes actifs, qui sont utilisées pour traiter les maladies du bétail. La collaboration se concentre sur les maladies communes telles que la mammite ou les infections causées par les vers.

James Karuga

CAVIDÉS

## Des rongeurs riches en protéines

Dans la province du Sud-Kivu en RDC, plus de 18 000 ménages déplacés par la guerre ont augmenté leur apport protéique de 20 % grâce à l'élevage des cobayes. Une fois âgés de 6 à 8 mois, les animaux sont destinés à la consommation familiale ou vendus pour 0,8-1,5 € pièce. Selon les chercheurs, la viande de cobaye contient plus de protéines que le poulet et est idéale pour les enfants souffrant de malnutrition.

PISCICULTURE

## Abondance de poissons

Au Cameroun, une exploitation piscicole sous abri relance la production.

**F**ondée en 2012, la ferme piscicole de Meyomessala, au Cameroun, commercialise environ 250 tonnes de poissons par an sur le marché camerounais et envisage de doubler cette production dans les trois ans à venir. Construite par le gouvernement et les autorités communales, cette unité d'exploitation sous abri permet de maximiser la production sur un espace relativement petit, tout en réduisant la consommation d'eau. En effet, les eaux usées

FOURRAGE

## Un incubateur solaire au service des éleveurs

Une unité de production de fourrage a été installée à Fatik. Acquis dans le cadre de la coopération entre le Sénégal et l'Arabie saoudite, elle est capable de produire, dans des délais très courts (7 jours) jusqu'à une tonne de fourrage par jour. Particularité de cet incubateur, il fonctionne à l'énergie solaire mais avec la possibilité d'être relayé par l'énergie électrique et un groupe électrogène.

produites par l'élevage des poissons sont en grande partie recyclées après traitement.

La ferme pratique l'élevage du tilapia du Nil et du poisson-chat africain. Elle emploie directement 23 jeunes éleveurs qualifiés et indirectement plus de 200 personnes grâce à la commercialisation et au fumage du poisson, ainsi que la production d'aliments pour poissons. Selon les autorités communales, la pisciculture est devenue une source importante de revenus pour la municipalité et a déjà rapporté plus de 120 000 €. Ce succès a poussé le gouvernement à repenser sa politique aquacole. Il est ainsi envisagé d'investir le budget affecté habituellement à l'importation de poissons dans la formation d'éleveurs et de financer des systèmes d'aquaculture sous abri par l'intermédiaire de coopératives et de projets communaux. ■

Elias Ntungwe

AQUACULTURE

## Les moteurs d'un secteur en expansion

L'intensification des investissements dans le secteur aquacole entraînera une augmentation de la production de poisson d'élevage de 4,14 % par an au cours de la prochaine décennie, selon un rapport récent de la FAO. Les techniques améliorées de gestion des eaux, de reproduction, d'alevinage et d'alimentation seront les moteurs de ce secteur qui a plus contribué en 2014 à la consommation de poisson que la pêche. Toutefois, il faudra trouver des alternatives aux aliments pour poissons, notamment à base de protéines végétales, pour pouvoir répondre à l'augmentation des besoins et à la pression sur les prix, particulièrement en Afrique où de nombreux pisciculteurs dépendent d'aliments importés d'Europe.

Mike Davison

## PROJET CARBONE

### Tirer profit des mangroves

En réhabilitant les mangroves dégradées, des collectivités au Kenya et au Mozambique récupèrent des fonds carbone pour financer des projets communautaires et se protègent des inondations.

**M**ikoko Pamoja est un projet de compensation du carbone à petite échelle développé dans la baie de Gazi, près de Mombasa au Kenya. Son objectif est d'aider les collectivités locales à protéger et réhabiliter leurs mangroves et obtenir ainsi en retour des fonds carbone. Ce projet communautaire a obtenu une accréditation de *Plan Vivo* pour vendre des crédits équivalents à 3 000 tonnes de carbone par an sur les 20 prochaines années, en évitant le déboisement et les dégradations et en générant des activités de reforestation.

Au-delà de constituer un habitat primordial pour la croissance des espèces

Les femmes du village de Mtepeni dans le comté de Kilifi replantent des mangroves et bénéficient en retour de fonds carbone.



marines et de protéger les côtes contre les tempêtes et les tsunamis, les forêts de mangroves sont des puits naturels de carbone. Capables de fixer et stocker le CO<sub>2</sub> dans leurs sédiments, ces forêts participent à la réduction des effets du réchauffement climatique. Leur pouvoir de stockage du carbone serait environ cinq fois plus important que celui des forêts tropicales. Toutefois, selon le professeur Mark Huxham de l'université Napier d'Édimbourg, un des principaux acteurs du projet *Mikoko Pamoja*, le Kenya a perdu 20 % de ses mangroves au cours des 25 dernières années.

*Mikoko Pamoja* (qui signifie 'ensemble pour les mangroves' en kiswahili) espère générer environ 11 000 € par an grâce à la vente de crédits carbone, dont 30 % seront affectés aux besoins des collectivités locales. 2013 a été une très bonne année pour le projet et 3 000 tonnes ont été vendues pour un montant d'environ 13 700 €. Cette somme a été investie dans l'amélioration du système éducatif dans la région. L'école primaire de Makongeni a ainsi reçu des livres et les fuites d'eau dans les classes de l'école primaire de Gazi ont été réparées.

Au Mozambique, dans les districts de Moma et Angoche sur la côte nord, les collectivités locales utilisent les connaissances acquises lors de formations pour replanter les mangroves et construire des maisons plus résistantes aux aléas climatiques. Selon plusieurs ONG, les mangroves permettent de minimiser les effets des inondations, une priorité de premier plan dans le contexte du changement climatique. La construction de maisons plus petites et plus résistantes, dans des endroits moins exposés aux vents, constitue une autre stratégie d'adaptation climatique face à des tempêtes plus fréquentes et plus intenses qui menacent les récoltes entreposées et les biens des ménages. ■

Sophie Mbuguah et Aunício da Silva

## PRODUCTIVITÉ

### Terres réhabilitées

Depuis 2003, un projet conjoint du gouvernement éthiopien, du Programme alimentaire mondial (PAM) et des collectivités locales a restauré la productivité de 1,3 million d'hectares de terres dégradées. Terrassement pour arrêter l'érosion des sols, reforestation et captage des eaux ont constitué les principales activités du projet.

## ESPÈCES INVASIVES

### Une question de survie

L'élevage du tilapia du Nil (*Oreochromis niloticus*) est strictement encadré en Afrique du Sud depuis que l'espèce a été déclarée invasive. Selon des recherches, cette espèce, très prisée de l'aquaculture, s'accouple avec l'espèce indigène, le tilapia du Mozambique (*Oreochromis mossambicus*), et en menace la survie.

## ATLAS MONDIAL

### Les rendements entre faits et réalités

Développé par l'Université du Nebraska en collaboration avec d'autres partenaires, le *Global Yield Gap Atlas* vient d'être lancé et permet à ses utilisateurs d'évaluer l'écart entre les rendements potentiels et réels des cultures dans une région sur base des données récoltées sur les plantes, les sols et le climat. L'objectif est de dynamiser la production tout en préservant la terre et l'eau.

## SERVICE SMS

### Prévisions météo

Un service innovant de prévisions météo tropicales par SMS a été développé pour l'Afrique de l'Ouest et testé au Ghana. Il offre aux petits agriculteurs des informations plus précises et localisées. Le service ISKA™, sélectionné dans le Top 20 des innovations du CTA, est fourni en partenariat avec le groupe de télécommunication MTN.

## JEUNES

### Les meilleurs alliés de l'environnement

Le *Caribbean Youth Environment Network* (CYEN) s'adresse aux jeunes âgés de 15 à 31 ans et s'implique dans une vaste gamme de projets d'éducation, d'information et de plaidoyer. Avec plus de 800 particuliers et 30 organisations membres en 2015, le réseau se concentre sur un certain nombre de questions clés liées au changement climatique et à l'impact des risques naturels. Conservation de l'eau potable, gestion des eaux usées, agriculture durable et dégradation des terres sont au premier rang des priorités selon la déclaration sur le changement climatique faite par le CYEN en 2014 lors de la conférence des Petits États Insulaires en Développement aux Samoa.

Luke Smith

## AGRICULTURE URBAINE

### Quels risques pour l'environnement ?

Pour la première fois, des chercheurs du CIRAD et l'Université d'Abomey-Calavi du Bénin ont quantifié l'impact environnemental de la culture de tomates dans les jardins urbains de Cotonou, Grand-Popo et Ouidah au Bénin. Si l'on observe de grande variabilité de situations, il s'avère que les performances sont faibles et l'impact environnemental élevé avec un usage excessif de pesticides.

## SMARTPHONE

### Cultiver par téléphone

Edyn a développé un système à énergie solaire activé via un smartphone permettant aux agriculteurs de surveiller leurs champs et réagir à distance face à tout changement. Le *Garden Sensor* surveille l'humidité, le pH, la température et la luminosité, et donne des conseils sur quelles cultures semer. Un dispositif d'arrosage automatisé est également disponible.

## RIZ

### Du rendement dans l'air

Dans le cadre d'une étude sur un riz utilisant efficacement l'azote, l'Institut de recherche sur les cultures (*Crops Research Institute*) au Ghana pense avoir identifié des gènes offrant un rendement plus élevé de 15 % par rapport à des variétés non génétiquement modifiées. Outre l'utilisation efficace de l'azote, les expérimentations à venir porteront sur l'amélioration de l'efficacité de l'utilisation de l'eau et de la tolérance au sel par les plantes.

Ces six pages ont été réalisées avec la contribution de :

**N. Ackbarally** (Maurice), **M. Andriatiana** (Madagascar), **B. Bafana** (Zimbabwe), **B. H. Carreon** (Palau), **S. Diarra** (Mali), **K. A. Domfeh** (Ghana), **O. Issa** (Niger), **J. Karuga** (Kenya), **M. A. Konte** (Sénégal), **M. Makoni**, (Afrique du Sud), **A. Matho** (Cameroun), **C. Mkoka** (Malawi), **S. Mubuguah** (Kenya), **S. Norte** (Mozambique), **E. Ntungwe** (Cameroun), **P. Sawa** (Kenya), **A. Silva** (Mozambique), **L. Smith** (Trinité-et-Tobago)

## ACCÈS AUX TIC

### Une technologie vocale au service des communautés rurales

Radio Marché permet aux communautés rurales de Tominian de bénéficier des informations accessibles sur le Web pour commercialiser leurs produits agricoles.

Comment combler le fossé numérique pour les populations rurales alphabètes ou pour celles qui n'ont pas accès à une connexion Internet ou un ordinateur ? Un des moyens d'y parvenir est d'utiliser les technologies vocales. Amadou Tangara, innovateur malien, a développé trois plateformes pour permettre au monde rural d'accéder aux nouvelles technologies via la voix : Tabalé pour organiser des événements, Foroba Blon pour soutenir le journalisme citoyen et Radio Marché qui met en relation 600 petits exploitants agricoles (dont 70 % de femmes).

Aujourd'hui, plus d'une vingtaine de communautés rurales des villages de la localité de Tominian, située dans le sud du Mali, vendent miel, karité, tamarin et autres produits grâce à Radio Marché. Il s'agit d'un système commercial qui aide les agriculteurs à trouver des acheteurs pour vendre leurs produits en transformant des informations économiques envoyées par téléphone portable en messages vocaux générés par ordinateur et diffusés ensuite sur les ondes de Radio Marché. Mais concrètement, comment fonctionne ce marché virtuel d'agriculteurs ? Chaque semaine, les paysans envoient aux animateurs du projet des SMS indiquant les

types et les volumes de marchandises qu'ils veulent écouler sur le marché. Ces offres sont enregistrées sur un formulaire du site Web de Radio Marché. Le système convertit les informations automatiquement en message vocal en français. Il envoie ensuite un SMS à la station de radio pour prévenir qu'un nouveau message vocal est prêt. Il suffit au présentateur du programme de composer un numéro pour l'écouter, puis l'enregistrer et le diffuser directement sur les ondes depuis son portable. La station peut diffuser l'annonce plusieurs fois par jour. Le présentateur, qui n'a plus à lire une longue liste de données, gagne du temps et peut être certain que l'offre diffusée est exacte. Pour les stations de radio qui disposent d'une connexion Internet, elles peuvent recevoir le message vocal sous forme de fichier audio, en pièce jointe d'un courriel.

Pour créer les messages vocaux automatiques, l'équipe du projet a enregistré et traité les voix de deux journalistes, l'un d'une radio rurale, l'autre travaillant à la radio publique malienne pour que les messages générés par ordinateur semblent naturels.

Aujourd'hui, Radio Marché ne produit que des messages vocaux en français. Néanmoins, elle compte étendre ses services à travers des langues vernaculaires, ainsi qu'à d'autres parties du Mali et au reste de la sous-région ouest africaine. ■

Soumaila Diarra



La technologie vocale aide les agriculteurs à commercialiser leurs produits via la radio.

## MOUCHE DES FRUITS

### Découverte décisive

Depuis 2009, une équipe pluridisciplinaire d'une cinquantaine de chercheurs de 20 pays, sous la coordination de la FAO et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), mène des études sur la mouche de fruits, un des ravageurs les plus destructeurs pour les cultures fruitières. Elle vient de découvrir que les quatre sortes de mouches – Orientale, Philippine, Invasive et Asiatique de la Papaye – appartiennent à la même espèce biologique, à savoir *Bactrocera dorsalis*. Cette découverte a des implications majeures pour la biodiversité végétale mondiale, selon le docteur Marc Schutze. Elle réduira les obstacles au commerce international, améliorera la lutte antiparasitaire et facilitera la coopération transfrontalière internationale. En outre, les mesures de quarantaine seront plus efficaces, les traitements post-récolte étendus et la recherche fondamentale améliorée.

Anne Guillaume-Gentil

Dans de nombreuses économies africaines se classant parmi les plus dynamiques du monde, les consommateurs urbains de la classe moyenne ne cessent de changer la physionomie du marché des aliments en Afrique. Ce marché plus sophistiqué et en évolution constante ouvre la voie à de nouveaux défis et opportunités.

## DISTRIBUTION

# La révolution est en marche



© FAO/G. Napolitano

17 | POINT DE VUE  
Joab Ouma:  
Satisfaire des besoins différents

18 | REPORTAGE AU NIGERIA  
Une approche directe

L'Afrique, dont 40 % de la population vit dans les villes, est maintenant plus urbanisée que l'Inde (30 %) et presque autant que la Chine (45 %). D'ici 2016, plus de 500 millions d'Africains vivront dans des zones urbaines et plus de 65 villes compteront plus d'un million d'habitants, contre 52 en 2011. Cette évolution est capitale pour la grande distribution. Le rapport *Rise of the African consumer* de McKinsey prévoit qu'en Afrique, les dépenses annuelles de consommation devraient dépasser 1,3 billion d'euros en 2015 contre 810 milliards d'euros en 2008.

Toutefois, si l'urbanisation et l'augmentation des revenus créent des opportunités pour les entreprises agroalimentaires les zones urbaines ne peuvent être considérées comme un marché unique et uniforme. Les préférences et besoins des consommateurs varient considérablement en fonction de leurs revenus disponibles et de leur situation géographique. Ainsi, la création de stratégies de commercialisation et conditionnement adaptées exige la réalisation d'études de marché détaillées.

La Banque mondiale estime que le marché alimentaire africain représentera 950 milliards d'euros d'ici 2030. Au cours des vingt dernières années, la multiplication des supermarchés et la hausse des ventes d'aliments emballés ont transformé le secteur du commerce de détail alimentaire. Une tendance qui ne montre aucun signe d'essoufflement, les ventes d'aliments emballés ayant enregistré une croissance à deux chiffres en 2013 et 2014.

Le plus grand marché d'Afrique subsaharienne se situe au Nigeria, où une population urbaine croissante stimule la demande en produits prêts à consommer tels que le yaourt à boire, les pâtisseries et les snacks sucrés et salés. La modernisation des goûts des consommateurs urbains nigériens et la hausse de la demande en produits emballés, standardisés et de meilleure qualité ont été accompagnées d'un développement rapide des supermarchés et des hypermarchés. Ainsi, bien que les marchés ouverts et



kiosques y soient le canal traditionnel de vente pour les aliments emballés, comme ailleurs en Afrique, de nombreux consommateurs semblent préférer la facilité d'un unique grand magasin répondant à tous leurs besoins domestiques, leurs offrant des prix attractifs grâce aux volumes importants et leur permettant de comparer facilement les diverses marques.

Les supermarchés offrent aux consommateurs urbains des prix compétitifs et leur permettent de comparer facilement un grand nombre de marques.

### Privilégier les produits locaux

La dépendance accrue de l'Afrique à l'égard des importations alimentaires et les entreprises étrangères qui cherchent à investir dans les marchés urbains poussent de nombreux pays africains à accroître l'offre de produits locaux. Le Sénégal, par exemple, est l'un des

## Répondre aux besoins des consommateurs

Cherubet Foods, une entreprise basée à Nairobi, fournit aux consommateurs urbains des aliments nutritifs prêts à consommer dans cinq des principales chaînes de supermarchés du Kenya. Constatant qu'il n'était pas facile pour les consommateurs urbains de se procurer des aliments nutritifs locaux, Mary Cherop Maritim, a décidé en 2007 de créer Cherubet foods. Aujourd'hui, l'entreprise fournit jusqu'à une demi-tonne d'aliments pré-cuits congelés (dont des haricots, du maïs vert, des pois cajan, des haricots noirs et du maïs bouilli) par semaine. Pour pouvoir vendre ses produits dans les supermarchés, des équipes d'inspection de chacun des supermarchés ont visité l'usine où sont cuits et conditionnés les aliments afin de vérifier que les normes de sécurité sont bien respectées. Les employés de l'entreprise ont aussi été formés aux bonnes pratiques de fabrication et à la détection des aflatoxines par l'*African Alliance for Improved Food Processing*. A l'heure actuelle, le marché visé est essentiellement la classe moyenne urbaine. La chef d'entreprise espère toutefois, en investissant dans des équipements permettant d'augmenter la production, baisser ses prix et vendre ses produits en paquets de 0,5 kg pour moins de 50 KSh (0,50 €), ce qui serait plus abordable pour les communautés plus pauvres.



© Capital FM Kenya

pays qui dépend le plus des importations alimentaires, notamment pour le riz, une denrée de base. En 2011, le riz représentait presque 40 % du total des importations agricoles en volume du pays et le riz importé satisfaisait environ 60 % de la consommation domestique. Une situation, qui a incité le gouvernement sénégalais à redoubler d'efforts et d'investissements pour développer la production locale. De son côté, le secteur privé a beaucoup travaillé sur l'emballage et l'image de marque du riz local considéré par de nombreux consommateurs comme étant de qualité inférieure à celui importé.

Un projet de recherche sur les préférences des consommateurs a souligné que l'emballage était l'un des facteurs clés de l'achat du riz : 47 % des femmes reconnaissent les marques par leurs couleurs et/ou leurs symboles plutôt que par leur nom. En outre, les acheteurs sont prêts à payer jusqu'à 17 % de plus pour leur marque préférée. Mais les consommateurs urbains ne forment pas un groupe homogène (voir Point de vue page 17). Au Sénégal, les marques locales sont plus populaires chez les femmes plus pauvres, qui ne se préoccupent pas vraiment des marques et achètent traditionnellement du riz local. En revanche, les femmes plus aisées ont tendance à s'intéresser davantage aux marques et préfèrent les marques internationales.

Faisant appel à la citoyenneté des consommateurs en ne conditionnant que des produits fabriqués localement, la chaîne de supermarchés Nakumatt, en Afrique de l'Est a lancé en 2013 sa propre marque "Blue Label", qui offre des produits variés avec un bon rapport qualité-prix. La marque propose des produits de tous les jours comme des haricots, de la farine et des détergents ménagers, ainsi

que des «produits plaisir» à grignoter tels que du popcorn et des chips aromatisées au citron et chili. Nakumatt commercialise aussi les produits en petit format, en reconditionnant des denrées comme le sucre, la farine et les céréales sous sa marque Blue Label. La chaîne se lance ainsi dans ce qu'on appelle familièrement l'économie "kadogo" («très petit» en swahili) et répond à la demande des consommateurs qui veulent pouvoir acheter leurs produits en grandes, moyennes et petites quantités.

Au Zimbabwe, pour attirer les consommateurs et contrer la concurrence des importations moins chères, le gouvernement a lancé en 2011 l'initiative "Buy Zimbabwe". À l'époque, le pays importait pour 5,6 milliards d'euros de denrées et en exportait pour 3,75 milliards d'euros. Un tel écart a poussé le gouvernement à privilégier les producteurs locaux de biens et de services. L'initiative a permis la formation de partenariats avec 60 entreprises qui ont adopté de nouvelles méthodes de commercialisation. Par exemple, Irvine, un producteur local de poulets, a changé sa technique pour sceller ses emballages, allongeant ainsi la fraîcheur de ses produits. Olivine Industries a adopté une stratégie de commercialisation différente en réintroduisant d'anciennes lignes de produits qui avaient gagné la confiance des consommateurs (huiles de cuisson, etc.) pour les attirer à nouveau en positionnant ces produits sur la qualité.

Suite à la campagne "Buy Zimbabwe", déclinée dans les magasins, dans les rallyes ou encore sur le Web, les détaillants ont observé qu'environ 50 % des produits stockés sont maintenant d'origine locale. Si bien qu'en 2014 le Zimbabwe a réduit sa facture d'importations de 1,5 milliard d'euros par rapport à 2013. "De nombreuses organisations ont compris l'importance du ►



© B. Buféna

Au Zimbabwe, Kershelmar Dairies conditionne ses produits laitiers dans des bidons attrayants au format pratique pour satisfaire aux besoins des consommateurs urbains.

## Rester dans la tendance

Conscient de devoir rester compétitif face aux produits alimentaires d'importation meilleur marché, Kershelmar Dairies – un important fabricant du Zimbabwe – conditionne ses jus et produits laitiers dans des récipients attrayants et de format pratique, à des prix abordables pour les consommateurs urbains de plus en plus exigeants. Les récipients utilisés auparavant, volumineux et sans identité visuelle, ont été remplacés par des emballages plus petits, plus légers et attractifs. Les jus sont proposés en bouteilles de 250 ml, 330 ml, 500 ml et 5 l. Les mélanges laitiers sont présentés en bouteilles de 250 ml et en sachets de 500 ml. D'autres produits, comme la crème fraîche, le beurre, le lait entier, le yaourt à boire et le lait acidifié, sont vendus sous la marque "Inkomaas". "L'environnement ne cesse de changer et les clients sont devenus très attentifs aux prix", indique Roland Bent, directeur commercial de Kershelmar Dairies. "Nous devons donc améliorer continuellement nos emballages pour rester compétitifs et dans la tendance."

► conditionnement, et à quel point l'apparence du produit influence les habitudes d'achat du consommateur", souligne Vandudzai Zirebwa, un économiste travaillant pour "Buy Zimbabwe". "Certains de nos partenaires qui se sont montrés innovants répondent maintenant aux normes internationales de conditionnement et cela s'est traduit par une augmentation des ventes. D'autres toutefois ont encore du chemin à faire parce qu'ils sont soumis à un budget plus restreint mais nous encourageons les entreprises à viser haut et investir dans la recherche et le développement." (voir aussi l'encadré *Rester dans la tendance*)

### Des opportunités pour les agriculteurs ?

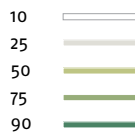
L'essentiel de la commercialisation et du conditionnement des produits alimentaires se fait dans le segment supérieur de la chaîne de valeur. Mais qu'en est-il des agriculteurs qui tentent de pénétrer les marchés urbains ? En Zambie, l'ONG *Self Help Africa* a encouragé de petits agriculteurs à mettre en place un système de transformation et de conditionnement du manioc pour développer leurs opportunités commerciales. Avant 2010, la plupart des agriculteurs de Kaoma, dans la Province occidentale, vendait leur manioc pilé au marché à un

## Les choix des consommateurs africains en zones urbaines

40% de la population vivant en ville, les consommateurs urbains de la classe moyenne transforment de plus en plus le visage du marché de l'alimentation en Afrique.



Pourcentage de la population qui habite en zone urbaine (taux d'urbanisation), 2011

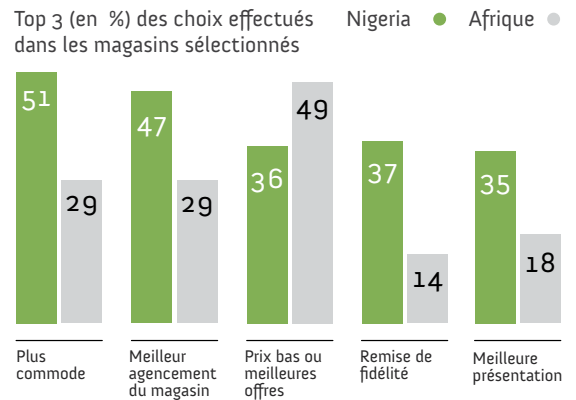


Source : A.T. Kearney African Retail Development Index, 2014

## Prix versus expérience

Étant un des marchés les plus développés d'Afrique, comment se positionnent les choix des consommateurs nigériens par rapport au reste de l'Afrique ?

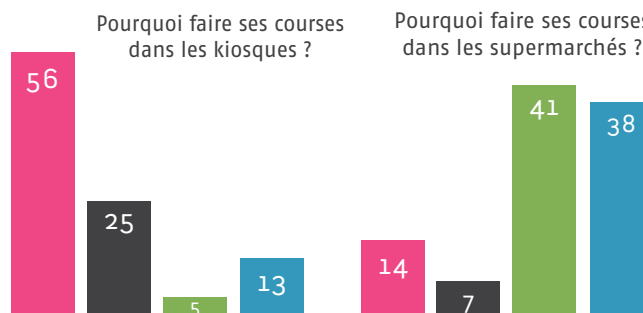
*Dans les marchés urbains plus matures, les consommateurs accordent souvent plus d'importance à l'aspect pratique et à la présentation qu'au prix le plus bas.*



Source : Africa Consumer Insights (ACI), 2012

## Choix versus commodité

Les consommateurs choisissent différents points de vente en fonction de leurs besoins comme le montre les préférences pour les kiosques ou les supermarchés au Kenya



- **PETIT RÉAPPROVISIONNEMENT**  
Acheter quelques produits spécifiques dont on a besoin sur le moment
- **EMPLACEMENT**  
Acheter quelques produits quand on est dans le coin
- **GAMME**  
Acheter des produits que l'on ne trouve pas ailleurs
- **GRANDES COURSES**  
Faire un stock de provisions dans de nombreuses catégories

Source : Nelsen Emerging Markets Insights, 2013, Kenya



prix qui dépendait du bon vouloir de l'acheteur. Grâce aux formations dispensées par *Self Help Africa* et des agents de vulgarisation du ministère de l'Agriculture, les agriculteurs et agricultrices ont appris à transformer et conditionner leur manioc afin de pouvoir fixer eux-mêmes les quantités et leur prix de vente. Rassemblés sous le nom de *Kaoma Cassava Processing*, ils conditionnent maintenant leur farine en sacs de deux et cinq kilos qu'ils vendent à prix fixe. Avec l'augmentation de la demande des consommateurs urbains en farine de manioc, leur produit présenté dans un emballage attrayant est même vendu par les supermarchés Shoprite.

L'amélioration de l'organisation a permis à un plus grand nombre d'agriculteurs zambiens d'approvisionner des chaînes d'épicerie. Près de Lusaka, par exemple, une station de conditionnement indépendante, qui fournit le détaillant "Pick'n Pay", regroupe la production horticole d'environ 60 agriculteurs formés aux normes de qualité. Dans la station, les légumes et les fruits sont préparés et conditionnés (y compris le découpage et l'emballage) pour être présentés dans les rayons des supermarchés. La distance demeure toutefois un problème pour les agriculteurs des zones les plus éloignées car le coût du carburant et du transport de la ferme à la station de conditionnement ponctionne encore considérablement leurs profits. Au Kenya, une autre approche adoptée par *Farm Concern International* privilégie la création de "villages commerciaux" permettant aux petits exploitants agricoles de grouper leurs efforts et produits et de répondre ainsi à l'accroissement de la demande du marché, y compris dans les zones urbaines (voir *Spore 172, Des affaires aux petits oignons*).

### Les difficultés des petits États insulaires

Dans les Caraïbes et le Pacifique, les populations urbaines sont évidemment bien moins importantes qu'en Afrique. Néanmoins, la FAO signale que les magasins d'alimentation dans les petits États insulaires vendent de plus en plus de produits transformés importés qui évincent les aliments plus sains produits localement. Une situation qui nuit à long terme à la santé des insulaires.

Plus de 30 % de la population des Caraïbes est obèse et les maladies liées à l'obésité, comme le diabète et l'hypertension, coûteraient près d'un milliard d'euros par an aux économies de ces États. Si les producteurs locaux de denrées alimentaires doivent fournir les marchés urbains et touristiques en pleine expansion et diminuer la demande en produits importés, il faudra mettre en place une approche multisectorielle axée sur les politiques qui s'appuiera sur les secteurs public et privé. Cela sera toutefois particulièrement difficile dans le Pacifique. En effet, la plupart des pays ne dispose pas, à l'heure actuelle, de ressources et de compétences techniques nécessaires pour transformer et conditionner les aliments locaux pour qu'ils répondent aux attentes des marchés urbains. Face à ce problème, la FAO a indiqué que les recettes provenant de l'augmentation des droits et taxes sur les produits alimentaires « malsains » importés devraient être investies dans de vastes campagnes de sensibilisation à la nutrition ainsi que dans l'amélioration de la compétitivité et de la disponibilité d'aliments nutritifs locaux. ■

Susanna Thorp

## Point de Vue

Joab Ouma est directeur du développement commercial de l'entreprise agroalimentaire ougandaise Lasting Solutions spécialisée dans le développement de nouveaux produits pour les populations urbaines pauvres.



### Satisfaire des besoins différents

**Avec la croissance des populations urbaines, la hausse des revenus et le coût élevé de l'énergie, quel est selon vous l'objectif prioritaire pour répondre aux besoins des consommateurs urbains ?**

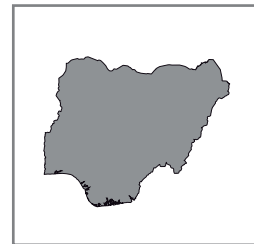
Il est très important de développer des produits abordables et pratiques pour les consommateurs urbains. Les haricots, par exemple, constituent une denrée nutritive et populaire mais c'est un aliment qui cuit lentement et exige donc du temps et beaucoup de combustible. Au Rwanda, des produits à base de haricots à cuisson rapide (moins de 15 minutes) ont été développés. Mais cela exige une production fiable de variétés de haricots spécifiques, des systèmes de commercialisation efficaces et des produits alimentaires compétitifs acceptables pour les consommateurs. Nous essayons maintenant de faire la même chose avec des partenaires au Kenya et en Ouganda.

**Quels sont les différents besoins des consommateurs et comment la commercialisation et l'emballage peuvent-ils y répondre ?**

Nous distinguons trois catégories de consommateurs urbains. Il y a les populations urbaines pauvres qui ont besoin d'aliments abordables et à faible coût énergétique. Puis, celles à revenus intermédiaires qui désirent des produits nutritifs à valeur ajoutée et faciles à cuisiner. Enfin, les consommateurs à revenus élevés sont friands d'aliments tendances à grignoter. Ainsi pour développer des produits adaptés à chaque situation, il faut déterminer la demande des consommateurs en évaluant les besoins potentiels, la taille des emballages et le prix des produits. Notre rôle dans la chaîne de valeur des haricots précuits est de développer des prototypes de produits et d'emballages pour tester le marché.

**Est-ce difficile de développer des produits répondant aux besoins des divers consommateurs ?**

C'est un défi que nous relevons. Mais les consommateurs, bien que très différents, ont aussi beaucoup en commun. Par exemple, nous mangeons tous des haricots, mais souvent nous les mangeons de manière très différente. Notre travail consiste alors à offrir cet aliment de base avec des emballages de tailles différentes, et parfois même à modifier la marque pour attirer différents groupes de consommateurs.



# Une approche directe

Au Nigeria, un schéma nouveau et innovant permet d'apporter des produits frais de la ferme directement au consommateur urbain en ayant recours à de jeunes agriculteurs et à des entrepreneurs.

Les consommateurs urbains sont de plus en plus conscients de l'impact bénéfique des produits agricoles frais sur leur santé. Mais entre les embouteillages et la vie trépidante au quotidien, il reste peu de temps pour se rendre aux marchés de fruits et légumes. C'est ainsi tout du moins qu'Afoluwa Mogaji – surnommé Monsieur "African-farmer" – voit les choses dans les zones urbaines du Nigeria, et c'est en partie ce qui l'a motivé à lancer son projet Emplois col vert (*Green Collar Jobs*), c'est-à-dire des emplois liés à la préservation de l'environnement.

Créé en 2012 dans cinq villes nigérianes, ce projet voulait développer une approche innovante et dynamique du marketing agricole, en créant simultanément des opportunités pour les jeunes entrepreneurs et agriculteurs et en permettant aux consommateurs urbains d'avoir un accès direct à des légumes frais et de qualité.

Afoluwa Modaji a été amené à développer ce concept de marketing direct car il voulait que les jeunes s'impliquent

dans une agriculture rentable, notamment par la formation, l'accès aux intrants, la capacité de négocier des terres publiques inutilisées. C'est d'ailleurs pour ce travail que Monsieur 'African Farmer', entrepreneur et directeur général de X-Ray Farms Consulting, est devenu un 'Ashoka Fellow', à savoir un membre du plus important réseau d'entrepreneurs sociaux au monde. Peuvent devenir membres ou compagnons d'Ashoka des "innovateurs aux idées suffisamment fortes pour changer la donne et qui possèdent toutes les qualités de l'entrepreneur".

Avec le soutien de Afoluwa Modaji, environ 175 jeunes agriculteurs ont créé des entreprises agricoles modernes de culture du maïs, des pastèques, des tomates hors saison, des poivrons doux et des légumes-feuilles. Leurs produits sont ensuite vendus sur les marchés urbains par l'intermédiaire d'une équipe de jeunes entrepreneurs qui organisent des "marchés mobiles" et vendent également directement aux consommateurs.

Afoluwa Modaji (à gauche) et deux agriculteurs bios avec des concombres frais qu'ils vont livrer directement aux consommateurs urbains.



Les entrepreneurs col vert identifient leurs clients à travers leurs propres réseaux, que ce soit des personnes travaillant en entreprises, des membres d'une communauté religieuse ou autres groupes sociaux. Pour les ventes directes, ils font en sorte que les produits soient livrés à domicile, au bureau, à l'église ou tout autre endroit choisi par l'acheteur. Quant aux marchés mobiles, des auvents loués à l'heure et des tables sont dressés, généralement dans des quartiers plus aisés. Certains produits sont vendus au kilo et d'autres dans les unités de mesure habituelles des marchés ouverts. Une fois la vente conclue, les bénéfices sont partagés entre l'entreprise d'Afoluwa Mogaji, l'entrepreneur et l'agriculteur. Ce dernier sait qu'il en tirera un bien meilleur revenu que s'il avait utilisé un autre système de commercialisation.

### Tirer le meilleur parti des médias du marketing

Afoluwa Mogaji est fréquemment invité à parler à la radio ou sur un plateau télé. Chaque fois, il saisit l'occasion pour attirer l'attention sur le projet Emplois col vert. Mais le plus souvent, ce sont les entrepreneurs eux-mêmes qui empruntent tous les canaux d'information possibles pour faire connaître leur réseau. Appels téléphoniques directs aux consommateurs potentiels, envois de textos, de courriels, de messages sur BlackBerry Messenger, utilisation de Whats App, Facebook ou Twitter, sans oublier les annonces lors de réunions sociales et religieuses.

Afoluwa Mogaji assure aussi une formation continue à tous les entrepreneurs avec lesquels il collabore, que ce soit directement (12 au total) ou indirectement (une vingtaine), ainsi qu'à ceux potentiellement intéressés par le projet. "Ce sont surtout des hommes", dit-il, "mais nous allons maintenant nous intéresser davantage aux femmes. Les jeunes hommes sont souvent impatientes et ont tendance à ne pas se confronter aux problèmes lorsqu'ils se posent. Les femmes sont plus calmes et concentrées sur la croissance de leurs entreprises vertes."

### Des avantages multiples

Les soins apportés à la manutention et au transport sont des éléments déterminants pour un marketing efficace. "Les légumes frais vendus sur les marchés ouverts sont souvent dans un état lamentable car les transporteurs n'en prennent pas soin", souligne Afoluwa Mogaji. "Même lorsqu'ils parviennent au marché en bon état, les produits sont parfois lavés à l'eau sale et exposés aux mouches et à la poussière". En revanche, dans le système col vert, on essaie d'utiliser régulièrement les mêmes transporteurs qui ont été sensibilisés à l'importance de manipuler les produits avec soin. En outre, les produits ne restent pas longtemps à l'étal, les acheteurs potentiels étant informés à l'avance des "heures d'ouverture" précises des marchés mobiles situés délibérément à proximité des bureaux ou des logements des consommateurs urbains.

Afoluwa Mogaji énumère les nombreux obstacles liés aux marchés ouverts et qui favorisent la vente directe et justifient son grand succès. Outre le manque de temps et les problèmes de circulation et de stationnement qui rendent ces marchés difficiles d'accès, les acheteurs sont aussi rebutés par les rabatteurs dès qu'on s'en approche. En outre, si les supermarchés sont plus pratiques et plus sûrs que les marchés ouverts, seuls quelques-uns parmi les plus grands et les plus modernes disposent de produits frais comme les tomates, les poivrons et les légumes-feuilles.

Bien au contraire, le modèle cols verts offre la possibilité au consommateur d'être livré chez lui ou sur son lieu de travail, ce qui lui fait gagner du temps, de l'argent et lui donne la possibilité de faire part de ses réactions. Il y a aussi des avantages financiers : le nombre d'intermédiaires dans la chaîne de valeur étant réduit, les prix des produits sont en général 10 à 20 % moins chers que sur les marchés ouverts. La commercialisation directe d'Afoluwa Mogaji semble avoir créé un modèle gagnant-gagnant pour les agriculteurs, les jeunes entrepreneurs et les consommateurs urbains du Nigeria. ■

Oluyinka Alawode

Dans l'état de Lagos, Afoluwa Mogaji forme de jeunes agriculteurs à l'utilisation de pratiques agricoles intelligentes adaptées à l'évolution climatique pour cultiver des légumes de qualité.



# La racine du 21<sup>ème</sup> siècle

Culture aux multiples usages, le manioc est au cœur des problématiques de la sécurité alimentaire. Les États des pays ACP favorisent le développement de sa chaîne de valeur, que ce soit au niveau de sa transformation, de ses marchés ou encore de la recherche.

suivie de la création en 2003 du Partenariat mondial pour le manioc au 21<sup>ème</sup> siècle (GCO21). L'objectif étant double : lutter contre les maladies et améliorer le rendement et la valeur nutritive de la plante. Mais il faudra attendre 2007/08 et la flambée des cours des céréales pour que le regain d'intérêt accordé au manioc soit suivi d'engagements concrets.

Des moyens sont alors mis à la disposition du monde de la recherche, indispensable pour accroître les rendements qui demeurent très faibles dans les pays ACP. Aujourd'hui, de nombreux projets sont en cours pour développer de nouvelles variétés à haut rendement, résistantes aux maladies, enrichies en protéines ou bêta-carotène.

## L'engouement des agro-industriels

Le potentiel du manioc n'a pas échappé au secteur privé. En Côte d'Ivoire ou au Nigeria,

bière "Impala", dont l'ingrédient principal est le manioc (60 %). Le Nigeria, quant à lui, investit massivement dans l'industrie de l'amidon et de la farine de manioc.

Une meilleure valorisation du manioc permet certes de réduire les importations de céréales, mais surtout la pauvreté en milieu rural. Ainsi, en diffusant des variétés améliorées auprès des petits producteurs, en développant la transformation avec des technologies simples et adaptées, en valorisant leurs produits, les revenus des producteurs s'améliorent. C:AVA (*Cassava: Adding Value for Africa Project*) développe des chaînes de valeur pour fabriquer de la farine de manioc de haute qualité dans plusieurs pays africains au bénéfice des petits exploitants en mettant l'accent sur les technologies de séchage, entre autres. L'introduction de techniques de production et de marketing par l'Institut de recherches agricoles et de développement des Caraïbes (CARDI) a permis de développer la culture et la transformation du manioc dans plusieurs pays des Caraïbes. Les politiques ont aussi leur rôle à jouer à l'instar de Trinité-et-Tobago où le manioc, sous forme de muffins, a été introduit dans les repas scolaires grâce à un programme spécifique, le *School Nutrition Programme*.

## Futur prometteur et... menacé

Le manioc a donc un avenir prometteur. Il pourrait toutefois être compromis par la propagation de maladies. Surnommé le "tueur silencieux", le virus de la striure brune s'est largement diffusé ces dix dernières années. Il peut détruire une récolte entière mais surtout, ses dommages ne sont visibles qu'au moment de l'arrachage des racines. Autre virus, la mosaïque du manioc a réduit d'environ 25 % les rendements en limitant la taille des racines. De plus, la hausse des températures favorise le développement des mouches blanches, ou aleurodes, qui transmettent ce virus au manioc.

Des scientifiques ont tiré la sonnette d'alarme en avril 2013, ce qui a conduit à créer le Réseau panafricain de surveillance du manioc. L'enjeu est majeur car la culture du manioc, très résistante à la sécheresse, est particulièrement adaptée au changement climatique. ■

Anne Guillaume-Gentil



**D**e l'Afrique à l'Asie en passant par l'Amérique latine, des millions de personnes, fréquemment des petits producteurs, dépendent du manioc pour leur alimentation, en particulier en période de soudure, et comme source de revenus. Consommée telle quelle (racine et feuilles) et parfois utilisée comme fourrage pour le bétail, la racine de manioc est de plus en plus transformée en farine, semoule ("l'atieke"), pâtes ou chips.

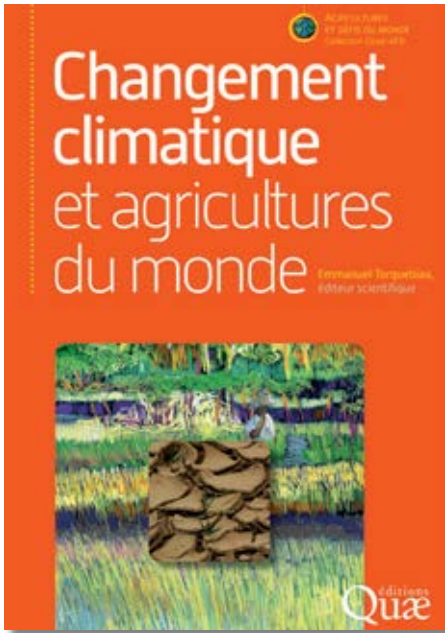
Pourtant, longtemps considérée comme culture du "pauvre", elle n'a commencé à retenir l'attention au niveau international que récemment. C'est, en effet, en 2000 que la FAO a lancé la Stratégie mondiale de développement du manioc (GCDS), qui sera

L'agricultrice Sophia Hagan récolte, torréfie et emballe elle-même son manioc pour le vendre sur le marché.

Nestlé remplace de plus en plus l'amidon de maïs importé par l'amidon de manioc dans la fabrication de ses bouillons culinaires. La multinationale encadre les producteurs, vulgarise des variétés améliorées et achète leur production.

Dans le secteur de la brasserie, on cherche à fabriquer des bières locales, meilleur marché : ils substituent des cultures locales à l'orge importée avec, bien souvent, la bénédiction de l'Etat qui leur accorde notamment des avantages fiscaux. Au Mozambique, par exemple, Cervajas travaille avec 10 000 agriculteurs sous contrat pour produire sa

# Adaptation et atténuation



■ Le changement climatique va profondément modifier l'agriculture. Il faudra qu'elle s'y adapte mais aussi, qu'elle réduise ses émissions de gaz à effet de serre. Un enjeu qui se pose avec une certaine particularité dans les pays du Sud car cela touche des populations pauvres. Ouvrage fait le point sur les liens entre changement climatique et agriculture des pays du Sud sur la base des travaux de recherche du Cirad, de l'AFD et de leurs partenaires.

L'adaptation au changement climatique se matérialise dans les nombreuses réponses

## ▼ Repenser le soutien à l'agriculture urbaine

Fréquemment occultée, l'agriculture urbaine est pourtant importante tant dans la création d'emplois et de revenus que dans la production de denrées alimentaires. Pour appuyer efficacement l'agriculture urbaine, Orphélie Robineau estime qu'il est nécessaire d'adopter une approche globale prenant en compte les arrangements informels entre acteurs (agriculteurs, éleveurs, gestionnaires de déchets, agroindustriels et autorités).

### Politique d'appui à l'agriculture urbaine en Afrique de l'Ouest

Tenir compte des arrangements informels  
Orphélie Robineau  
CIRAD, Perspective n°31, janvier 2015, 4 p.

Downloadable as PDF file from:  
Téléchargeable sur : <http://tinyurl.com/nmlyqrm>

## Changement climatique et agricultures du monde

Par E. Torquebiau  
Éditions Quae, février 2015, 328 p.  
ISBN : 978-2-7592-2299-5  
25 €  
Éditions Quae,  
RD 10  
78026 Versailles Cedex, France  
Tél. : +33 (0) 1 30 83 35 48  
Fax : +33 (0) 1 30 83 34 49  
Email : [serviceclients@quae.fr](mailto:serviceclients@quae.fr)  
[www.quae.com](http://www.quae.com)

apportées au stress de la chaleur, de la salinité, de la sécheresse, des bioagresseurs ou encore des maladies. Par exemple, des génotypes plus adaptés à la contrainte saline existent pour les tilapias, le riz et les agrumes ou encore les caféiers sont plantés à l'ombre des arbres, ce qui facilite aussi la gestion des bioagresseurs. De nouvelles pratiques sont également mises en œuvre comme la réduction des émissions de gaz à effet de serre par la valorisation agricole des résidus organiques ou la plantation d'arbres tropicaux. Pour stimuler les transformations nécessaires, on met en œuvre de nouvelles approches comme le concept "Une seule santé", les services écosystémiques, les paiements pour services environnementaux sans oublier la certification et les labels.

Dans une dernière partie, les auteurs se projettent dans le futur et sur l'utilité du concept d'agriculture climato-intelligente qui repose sur trois piliers : la sécurité alimentaire et le bien-être des agriculteurs, l'adaptation au changement climatique et l'atténuation du changement climatique.

## ▼ Faciliter la mobilité du bétail

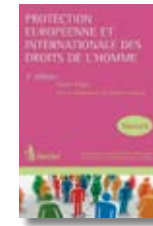
La mobilité du bétail en Afrique de l'Ouest est indispensable pour accéder aux ressources en eaux et en pâturage et donc assurer la survie des troupeaux. Toutefois l'extension des superficies cultivées, la mise en culture des bas-fonds et la réduction des couloirs de passage sont autant d'obstacles à la mobilité des troupeaux. *Acting For Life* livre les différentes étapes du processus de sécurisation de pistes à bétail et définit les modalités de fonctionnement.

### Faciliter la mobilité du bétail en Afrique de l'Ouest dans l'espace et dans le temps

Les différentes étapes d'un dispositif de sécurisation de pistes  
A. François, M. Aarnink, C. Touquet.  
*Acting for life*, 2015, 11 p.

Downloadable as PDF file from:  
Téléchargeable sur : <http://tinyurl.com/pulbzc>

# L'OHADA sous le feu des critiques



## Le droit des coopératives et des mutuelles dans l'espace OHADA

Par W. Tadjudje  
Éditions Larcier, janvier 2015, 568 p.  
ISBN : 978-2-8044-7284-9  
70 €  
Éditions Larcier  
Fond Jean Pâques 4b.  
1348 Louvain-La-Neuve, Belgique  
Tél. : +32 (0)2 548 07 20  
Fax : +32 (0) 2 548 07 22  
Email : [info@stradalex.com](mailto:info@stradalex.com)  
[www.larcier.com](http://www.larcier.com)

■ Le 15 décembre 2010, l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA) adoptait son neuvième acte uniforme relatif aux droits des sociétés coopératives (AU-SC). Willy Tadjudje, docteur en droit des universités du Luxembourg et de Yaoundé II-Soa au Cameroun, conteste cet acte et plaide pour une législation unique régissant les sociétés coopératives et les sociétés mutualistes dans l'espace OHADA. Un tel regroupement avait été envisagé mais abandonné par la suite notamment parce que l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) avait élaboré une législation communautaire appelée le droit UEMOA de la mutualité sociale.

Pourtant, affirme Willy Tadjudje, les coopératives et les mutuelles, si elles n'ont pas connu la même évolution historique et juridique, partagent une large convergence. Toutes deux sont des sociétés communautaires et sans but lucratif. Traiter conjointement les coopératives et les mutuelles permettrait d'intégrer des règles applicables au partenariat entre ces deux formes juridiques d'organisation mais aussi de poser les jalons d'un droit des organisations de l'économie sociale et solidaire.

## ▼ Portrait d'un aviculteur

Cette vidéo nous montre le parcours du jeune Papis Bakary Coly, aviculteur, près de Dakar. Après un séjour de trois ans en Europe, Papis Bakary Coly est revenu en 2009 au Sénégal et a redémarré l'aviculture. Un prêt familial lui a permis d'acheter un terrain et de construire ses poulaillers. Aujourd'hui, son exploitation compte 24 000 poulets de chair et il produit plus de 3 millions d'œufs par an.

### Portrait de Papis Bakary Coly, jeune entrepreneur sénégalais en aviculture

CECI, CNCR, février 2015, vidéo réalisée par Bruno Deméocq, 7,19 mn.

Downloadable as PDF file from:  
Téléchargeable sur : <http://tinyurl.com/m86xtzb>

## La Terre et les autochtones



**Terres, territoires, ressources : Politiques, pratiques et droits des peuples autochtones**

Par I. Bellier (sous la direction de)  
Édition L'Harmattan, mars 2015,  
394 p.  
ISBN : 978-2-343-05543-5  
30,00 €  
Éditions L'Harmattan  
5-7, rue de l'École Polytechnique,  
75 005 Paris, France  
Tél. : +33 (0) 1 40 46 79 20  
Fax : + 33 (0) 1 43 25 82 03  
[www.harmattan.fr](http://www.harmattan.fr)

■ “Ce n'est pas la Terre qui nous appartient, mais nous qui appartenons à la Terre” est une expression fréquemment recueillie par Irène Bellier auprès des peuples autochtones.

Si la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autonomes, adoptée en 2007, reconnaît les droits aux peuples autochtones à posséder, gérer et développer leurs terres, territoires et ressources traditionnels, ils doivent fréquemment lutter pour les préserver et/ou les faire respecter.

Cette question est abordée dans le livre à travers trois grandes problématiques et couvrant une quinzaine de pays. La première est celle des droits fonciers et territoriaux, du besoin d'une sécurité juridique et de la relation à la terre. La deuxième s'intéresse sur la place de l'humain dans la mise en œuvre des projets de développement et/ou les politiques environnementales et de conservation de la nature. La dernière se penche sur les enjeux miniers. Irène Bellier observe qu'au-delà, les questions autochtones rejoignent les grands enjeux planétaires et interrogent la durabilité des modèles économiques mis en œuvre aujourd'hui.

### ▼ L'essor du lait local industriel

Si, au départ, l'industrie laitière en Afrique de l'Ouest, et même le secteur informel travaillaient avec de la poudre de lait importée d'Europe, aujourd'hui la collecte de lait produit localement se développe au niveau industriel. Histoire, dynamique et perspectives de cette industrie en plein développement pour répondre à des besoins croissants.

#### L'industrie laitière en Afrique de l'Ouest : histoire, stratégie et perspectives

Christian Corniaux  
CIRAD, janvier 2015, 39 p.

Téléchargeable sur :  
<http://tinyurl.com/oqahbr>

## Dépasionner le débat



**Plantes génétiquement modifiées, menace ou espoir ?**

Par J.-C. Pernollet  
(sous la coordination de)  
Éditions Quae, janvier 2015,  
96 p.  
ISBN : 978-2-7592-2297-1  
9,90 €  
Adresse Ed. Quae, voir p. 21

■ Largement cultivées sur l'ensemble de la planète et depuis près de 20 ans, les plantes génétiquement modifiées (PGM) suscitent toujours des débats, voir des polémiques, surtout en Europe. L'Académie d'agriculture de France a ainsi souhaité donner, à travers un livre concis, précis et accessible à tous, un avis mesuré sur la question des PGM. Elle l'aborde à travers une dizaine de questions-clés d'ordres scientifique, agronomique, économique, juridique et sociologique. Pourquoi et comment développe-t-on des PGM ? Quels sont leurs bénéfices ? Leurs effets sur la santé animale et humaine ? La culture des PGM a-t-elle sur l'environnement des effets différents de ceux des cultures traditionnelles ? PGM et cultures non transgéniques peuvent-elles coexister ? Peut-on ressemer des PGM ou les utiliser dans des programmes d'amélioration variétale ? Quels sont les impacts socio-économiques des PGM ? Pourquoi sont-elles mal perçues en Europe ?

L'Académie d'agriculture de France conclut : “Les PGM ne sont pas une panacée et ne représentent certainement pas la seule solution d'avenir pour l'agriculture. Elles sont un outil, à utiliser avec d'autres, pour une agriculture durable, productive et respectueuse de l'environnement”.

### ▼ Retour sur l'AIAF

2014 a été consacrée Année internationale de l'agriculture familiale (AIAF), une année riche en publications et événements sur ce thème. Inter-Réseaux recense les ressources disponibles sur l'agriculture familiale en les regroupant autour de trois thèmes : comprendre et définir les agricultures familiales ; évaluer l'importance des agricultures familiales et soutenir et accompagner les agricultures familiales.

Inter-réseaux  
bulletin thématique,  
février 2015, 19 p.

Téléchargeable sur :  
<http://tinyurl.com/mfjev8k>

## Fièvre verte



**Touche pas à ma terre, c'est ma vie**

Copagen, Inter Pares, REDTAC,  
Mars 2015, 75 p.  
La fièvre verte : acquisitions massives de terres en Afrique de l'Ouest  
Documentaire réalisé par InterParesCanada, 26,55 mm,  
téléchargeable sur :  
<http://tinyurl.com/mgufdmv>

■ Quelles sont les répercussions des acquisitions des terres en Afrique de l'Ouest sur les moyens de subsistance des populations locales et sur la sécurité alimentaire ? Un collectif d'organisations de la société civile a mené un travail de recherche participative entre 2012 et 2014 sur les acquisitions massives de terres dans neuf pays d'Afrique de l'Ouest. Trois pays – la Côte d'Ivoire, la Guinée et la Guinée Bissau – ont fait ensuite l'objet d'une étude approfondie des impacts du phénomène sur la vie des populations.

Le documentaire, qui complète l'étude, explore trois cas d'acquisitions massives de terres en Guinée-Bissau et en Côte d'Ivoire afin de mieux saisir les impacts locaux réels de ces projets. Sont traitées la mine de Hiré et la palmeraie d'Aboisso en Côte d'Ivoire ainsi que la rizière de Bafata en Guinée Bissau. Par exemple, la mise en place de la palmeraie d'Aboisso par l'israélien Dekel Oil a agit comme un révélateur des tensions préexistantes entre les autochtones et les populations allogènes et a concouru à un abandon des cultures mixtes. Marginalisation de l'agriculture familiale, baisse des revenus, problème d'accès à une eau et à un environnement salubre sont parmi les conséquences tangibles des projets.

### ▼ Belles perspectives pour les engrais

L'utilisation d'engrais minéraux au niveau mondial devrait dépasser en volume 200,5 millions de tonnes en 2018, soit 25 % de plus qu'en 2008, selon le rapport de la FAO. Leur utilisation variera considérablement selon les régions au cours des prochaines années. Ainsi, c'est en Afrique où l'utilisation d'engrais se développera la plus rapidement, à raison de 4,7 % par an.

#### World Fertilizer trends and outlook to 2018

(uniquement en anglais)  
FAO, 2015, 53 p.  
ISBN 978-92-5-108692-6  
février 2015, 19 p.

Téléchargeable sur :  
<http://tinyurl.com/nv9u6fs>

# Climat et conflits



## Migrations climatiques et dynamique des conflits dans le Sahel

Dezo Fouodji

### Migrations climatiques et dynamique des conflits dans le Sahel

Par Dezo Fouodji  
Éditions universitaires européennes,  
février 2015, 172 p.  
ISBN : 978-3-8417-4591-0  
64,90 €  
Éditions universitaires européennes  
AV Akademikerverlag GmbH&Co.KG  
Heinrich-Böcking, - Str. 6-8,  
66 121 Saarbrücken, Allemagne  
Fax: +49 (0) 681 37 20 271-0  
www.editions-ue.com

du bassin du Lac Tchad, qui est une zone riche en ressources naturelles et donc convoitée tant par les pêcheurs que les bergers et bien sur les agriculteurs. De 2008 à 2013, on a constaté une progression du nombre de migrants climatiques dans cette localité avec, en parallèle, une hausse également de l'implication des migrants climatiques dans les conflits entre agropasteurs et pêcheurs.

Pour répondre à cette problématique, Dezo Fouadji a mené un travail de recherche basé sur un questionnaire diffusé auprès d'un échantillon de populations autochtones, de migrants économiques et de migrants liés au changement climatique, complété par des entretiens individuels et collectifs, des interviews avec les autorités locales et des spécialistes du changements climatique et de l'environnement. Il arrive à la conclusion que les migrations "climatiques" sont l'une des causes de la nouvelle dynamique que prennent les conflits entre agropasteurs et pêcheurs à Maga.

■ Quel rôle jouent les changements climatiques dans le processus de déclenchement ou d'escalade des conflits ? C'est la question que pose Dezo Fouodji en cherchant à déchiffrer la relation existant entre changements climatiques, migrations et conflits entre agropasteurs et pêcheurs dans la localité de Maga. Située dans le département du Mayo Danay de la région Extrême Nord du Cameroun, Maga fait partie

### ▼ Afrique : les enjeux agricoles et alimentaires de demain

Quelles sont les perspectives pour l'agriculture et l'alimentation en Afrique à l'horizon 2050 suite à la transformation structurelle des économies engagées dans une croissance soutenue ? Pour assurer sa sécurité alimentaire, l'Afrique augmenterait fortement sa production agricole mais importerait aussi davantage de denrées. En outre, la productivité moyenne progresserait de 50 %. Enfin, la capacité de l'agriculture à offrir des emplois décents et en nombre croissant est limitée par plusieurs facteurs.

#### Dynamiques agricoles en Afrique subsaharienne : une perspective à 2050 des défis de la transformation structurelle

Bruno Dorin  
Centre de Sciences Humaines (CSH),  
mars 2015, 52 p.

Téléchargeable sur :  
<http://tinyurl.com/ohbbdbn>

### ▼ De l'importance des lois

Dans ce rapport, l'ONG GRAIN et l'AFSA défendent la thèse que les gouvernements, les entreprises, les fondations et les organismes de développement ne se contentent pas seulement d'injecter de l'argent pour transformer l'agriculture africaine mais contribuent à modifier les lois sur les terres agricoles et les semences. Plusieurs initiatives, comme le MCC, la Nouvelle alliance du G8, l'Initiative sur les politiques foncières de l'UA sont passées à la loupe.

#### Remise en cause des lois foncières et semencières : qui tire les ficelles des changements en Afrique

AFSA, GRAIN, janvier 2015, 39 p.

Téléchargeable sur :  
<http://tinyurl.com/mycqxp>

# Les promesses de la métagénomique



### La métagénomique : Développements et futures applications

Marie-Christine Champomier-Vergès, Monique Zagorec  
Éditions Quae, février 2015, 120 p.  
ISBN : 978-2-7592-2293-3  
27 €  
Adresse Ed. Quae, voir p. 21

■ Discipline relativement jeune, la métagénomique a conquis le domaine de la microbiologie en permettant d'étudier l'ensemble des génomes issus d'un même milieu ainsi que les interactions entre ces génomes tout en s'affranchissant du passage de la culture en laboratoire. La métagénomique repose sur la technologie de séquençage de l'ADN à haut et maintenant très haut débit, une technologie qui est de plus en plus rapide et de moins en moins coûteuse.

Les champs d'études de la métagénomique sont vastes puisque presque tous les éléments de la terre sont étudiés : l'environnement, les sols, les nuages, l'air, l'eau des lacs et des océans ainsi que les communautés microbiennes associées au monde végétal et animal. Les avancées ont été considérables en écologie microbienne.

L'ouvrage fait le point sur les différentes technologies et les méthodes de production et d'analyses de données actuellement disponibles dans ce domaine. Il présente les développements en cours dans des secteurs aussi variés que l'agriculture, l'agroalimentaire, la santé ou encore l'environnement et l'énergie.

Une discipline en devenir, très prometteuse, avec certaines limites qui devront être levées et des défis futurs à relever.

### ▼ Foncier mode d'emploi

Dans cette fiche pédagogique, le Comité technique "Foncier & développement" souligne l'importance de prendre en compte le foncier dans l'élaboration des projets de développement rural. On y trouve également des conseils et des recommandations pour aborder la question foncière.

#### Projets de développement rural : attention au foncier !

Saidou Sanou  
Comité technique "Foncier & développement",  
février 2015, 4 p.

Téléchargeable sur :  
<http://tinyurl.com/o2dnjtw>

# Des diapositives instructives



**Espèces arbustives spontanées**  
Du Burkina Faso, du Mali et du Sénégal ...  
260 espèces avec leurs caractéristiques en photos  
Par C. Bailleul, P. Meynet et Père J. Tiquet  
Éditions Karthala, janvier 2015, 296 p.  
ISBN : 978-2-8111-1301-8  
24 €  
Éditions Karthala  
22-24, boulevard Arago  
75013 Paris – France  
Tél. : (33) 01 43 31 15 59  
Fax : (33) 01 45 35 27 05  
Email : karthala@orange.fr  
www.karthala.com

L'ouvrage présente les 260 espèces avec une photo de l'arbre entier, de la feuille, de la fleur et du fruit ou d'une caractéristique particulière. Pour chaque espèce est donné le nom scientifique de la plante en latin et pour certains en langue mooré, bambara et wolof.

Au-delà des trois pays cités dans le titre, ce livre vaut aussi pour ceux qui se trouvent dans les mêmes zones de latitude Nord : le Bénin, le Togo, le Nigeria, le Niger, le Tchad, la République centrafricaine.

Essentiellement visuel, le commentaire botanique plus complet, rédigé par le Père Tiquet, est accessible sur le site [www.bamanan.org](http://www.bamanan.org).

L'ouvrage complète le livre de Michel Arbonnier, publié en 2002 aux Girad-MNHN, intitulé *Arbres, arbustes et lianes des zones sèches d'Afrique de l'Ouest*.

■ Décédé en 2008, le Père Jean Tiquet de la Société des Missionnaires d'Afrique (Pères Blancs) a vécu 22 ans au Burkina Faso, de 1964 à 1986. Grand amoureux de la nature et féru de botanique, il s'est intéressé à l'étude des espèces arbustives spontanées de ce pays. Au fil des années, il a emmagasiné une collection de 1 014 diapositives. Des diapositives dont il se servait pour illustrer les cours de botanique qu'il donnait à l'École des Eaux et Forêts de Bobo-Dioulasso.

## POUR OBTENIR LES PUBLICATIONS

Les titres précédés du signe @ sont téléchargeables sur <http://publications.cta.int>.

Les titres précédés du logo peuvent être obtenus comme suit :

**Vous êtes déjà abonné(e) aux publications du CTA :**  
N'utilisez qu'un seul canal !

- Vous avez un compte sur <http://publications.cta.int> ? Connectez-vous et choisissez vos titres à concurrence de vos unités de crédit en cliquant sur "Ajouter au panier" et "Passer la commande".
- Pas d'accès à Internet ? Continuez à utiliser le bon de commande fourni par le CTA.

**Vous êtes une organisation ACP active dans l'agriculture mais n'êtes pas abonnée aux publications du CTA :**

Demandez un abonnement via le site <http://publications.cta.int>, par courriel à [pdsorders@cta.int](mailto:pdsorders@cta.int) ou par la poste à CTA – PDS, PO Box 173, 6700 AD Wageningen, Pays-Bas.

En 2015, les organisations qui s'abonnent recevront 200 unités de crédit. Celles déjà abonnées recevront 200 unités de crédit plus la moitié du nombre d'unités de crédit dépensées en 2014, soit un maximum de 400 unités de crédit.

**Vous n'êtes pas dans un des cas mentionnés ci-dessus :**

Vous pouvez, soit acheter les ouvrages auprès des éditeurs ou en librairie, soit les télécharger sur <http://publications.cta.int> si elles sont en accès libre. Plus de la moitié de nos titres sont téléchargeables gratuitement !

Les titres précédés du symbole ■ sont disponibles à l'achat chez les éditeurs mentionnés ou en librairie.

### ▼ Le pouvoir dans les chaînes alimentaires

Les filières agricoles se sont mondialisées avec, en parallèle, une consolidation des chaînes logistiques et des outils de production et l'expansion de la grande distribution. L'étude porte sur les modèles de concentration du pouvoir dans les chaînes d'approvisionnement, les pratiques commerciales déloyales et leurs conséquences sur le développement durable des pays du Sud.

#### Qui a le pouvoir ?

Revoir les règles du jeu pour plus d'équité dans les filières agricoles  
Basic, mars 2015, 16 p.

Téléchargeable sur : <http://tinyurl.com/kbvd6p4>

### ▼ Les accords de libre-échange en question

Dans ce dossier, SOS FAIM s'interroge sur la multiplication des accords de libre-échange (ALE) bilatéraux et régionaux et sur leur implication sur les économies des pays du Sud, notamment sur leur sécurité alimentaire. En juin 2014, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) recensait 585 ALE. À elle seule, l'Union européenne a signé des ALE ou est en phase de négociation avec plus de 130 pays du Sud.

#### Les accords de la paupérisation ?

SOS-Faim, N°122, décembre 2014-janvier 2015, 21 p.

Téléchargeable sur : <http://tinyurl.com/mszrfff>



## LE SAVOIR EST UN ARBRE QU'IL FAUT APPRENDRE À ENRACINER : LES PAYS ACP ONT LE TERREAU NÉCESSAIRE

L'expression "gestion des connaissances" est employée depuis de nombreuses années. Même si les termes et le concept ont été couramment utilisés par le secteur privé, le monde du développement les considère dans une optique différente. Krishan Bheenick, Coordinateur de programme sénior au CTA, explique comment ce concept est perçu par le CTA et comment celui-ci aide ses partenaires à appliquer un cadre de gestion des connaissances à leur travail.



**1** *L'un des trois objectifs stratégiques du CTA est d'améliorer les capacités des organisations ACP en matière d'information, de communication et de gestion des connaissances dans le domaine du développement agricole et rural. Comment cet objectif est-il atteint ?*

Le CTA met l'accent sur le développement des ressources d'apprentissage et la formation des formateurs. Nous épaulons les organisations régionales en renforçant leur capacité de gestion des connaissances (GC) en vue d'atteindre les objectifs régionaux. La GC exige aussi l'exercice de bonnes pratiques en matière de gestion de l'information et de la communication. Nous y contribuons depuis longtemps au travers de nos publications et plates-formes Web ainsi qu'en appuyant des activités thématiques régionales.

**2** *La gestion des connaissances n'est-elle pas un sujet qui a déjà été largement traité ?*

Cela fait plus de vingt ans que l'expression "gestion des connaissances" est employée et interprétée de diverse manière. Nous

reconnaissons toutefois de plus en plus la valeur des connaissances tacites – ces connaissances acquises par l'expérience – et le fait qu'elles représentent un atout important pour toute organisation ou communauté. Le CTA et ses partenaires développent des ressources d'apprentissage qui prennent en considération cette évolution de la compréhension de la GC.

Nous sommes noyés sous les études du monde des affaires montrant comment la GC peut générer des profits pour l'entreprise. Dans le domaine du développement, nous encourageons le partage des connaissances pour développer le capital social par la création concertée de connaissances et le partage. Les consultations avec les institutions ACP et les organisations internationales partenaires ont nourri les interventions du CTA en GC. Nous disposons maintenant d'un cadre intégré pour évaluer la gestion des connaissances dans les organisations, réseaux et communautés, définir les besoins en matière de bonnes pratiques de GC et prévoir des activités de renforcement des capacités.

**3** *Quels sont les plus récents développements en matière de gestion des connaissances au CTA ?*

En 2014-2015, le CTA rassemble plusieurs ressources liées à la GC et à son cadre intégré. Plusieurs organisations régionales ont déjà appliqué ce cadre à leur travail, en commençant par une analyse des connaissances qui détermine les interventions appropriées. Le CTA aidera ces organisations à définir et mettre en œuvre de bonnes pratiques de GC et à transmettre ces pratiques à leurs partenaires nationaux. Les études commandées par le CTA sur les mécanismes de la GC qui appuient les processus de décision politique et le développement des chaînes de valeur seront validées par les parties prenantes et serviront de guides pour les travaux ultérieurs sur la GC.

Le CTA s'est aussi appuyé sur les

savoirs de tous les experts de la GC pour concevoir et développer des programmes de formations courtes visant à (ré)intégrer la GC dans le développement agricole et rural. Parmi les formations offertes figurent un événement parallèle de deux heures conçu pour les réunions stratégiques et conférences de haut niveau ; un cours sur deux jours destiné aux cadres supérieurs des institutions ; un cours d'initiation de cinq jours pour les professionnels abordant la GC. Ces programmes seront facilement accessibles sous licence *Creative Commons*.

Par ailleurs, le CTA s'est associé à 13 autres organisations pour développer des matériels pédagogiques en ligne, gratuits et en libre accès, intégrés dans le Kit de ressources pour la gestion de l'information (IMARK) ([www.imarkgroup.org](http://www.imarkgroup.org)). De nouveaux modules sur les services mobiles liés au développement et à la capitalisation des expériences sont actuellement en cours d'élaboration.

Pour favoriser une communauté de pratiques en matière de gestion des connaissances pour la recherche agricole en faveur du développement (KM4ARD), le CTA travaille aussi en collaboration avec plusieurs initiatives internationales : CIARD ([www.ciard.net](http://www.ciard.net)), GODAN ([godan.info](http://godan.info)) et KM4DEV ([km4dev.org](http://km4dev.org)). Il vise ainsi à mettre en lumière les ressources susceptibles d'aider les organisations ACP à adopter de bonnes pratiques de GC. Ces ressources sur la GC, tout comme celles élaborées par le CTA, sont accessibles sur notre site web ([www.cta.int/km4ard](http://www.cta.int/km4ard)). Aujourd'hui, les organisations ACP et les responsables de l'élaboration des politiques peuvent librement accéder à la KM4ARD et l'intégrer à leur action. Je souhaite maintenant avoir plus de retours sur la manière dont les bonnes pratiques de GC ont contribué aux réussites des organisations ACP.

## DOSSIER | L'agriculture sensible aux enjeux de la nutrition



© IFAD/M. Milinga

Le combat contre la malnutrition est loin d'être terminé. Comment l'agriculture peut-elle apporter sa contribution ?

## À LA UNE | L'accaparement vert



© FAO/F. Sibona

L'appropriation des terres et des ressources à des fins environnementales a un impact significatif sur les droits et les moyens de subsistance des communautés locales.

## CHAÎNES DE VALEUR | Oeufs



© IFAD/B. Mann

De précieuses opportunités existent pour les petits agriculteurs pour faire partie de chaînes de valeur durables en produisant des oeufs frais ou en les vendant pour la transformation.

## Services aux lecteurs

### Écrire à *Spore*

CTA — rédaction de *Spore*  
PO Box 380  
6700 AJ Wageningen  
Pays-Bas  
Fax : + 31 317 460067  
E-mail : [spore@cta.int](mailto:spore@cta.int)

### S'abonner à *Spore*

RECEVOIR LA VERSION IMPRIMÉE

L'abonnement est :

- gratuit pour les organisations et personnes actives dans le développement rural et résidant dans un pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) :

s'abonner

- via <http://publications.cta.int> en cliquant sur "Demander un abonnement gratuit" ;

- par la poste (CTA *Spore* Abonnements, PO Box 173, 6700 AD Wageningen, Pays-Bas) ou par courriel à [spore@cta.int](mailto:spore@cta.int).

- payant pour toute autre adresse : 36 € par an (6 numéros)

Abonnement à souscrire auprès de Earthprint Ltd  
Cavendish Road  
Cavendish House  
Stevenage, Herts  
SG1 2EQ  
United Kingdom  
E-mail : [CTA@earthprint.co.uk](mailto:CTA@earthprint.co.uk)

RECEVOIR LE RÉSUMÉ  
GRATUIT PAR E-MAIL

Abonnez-vous à l'édition e-mail (90 kb) à :

<http://spore.cta.int>

ou envoyez un e-mail vierge à :

[join-spore-fr@lists.cta.int](mailto:join-spore-fr@lists.cta.int)

Pour la version texte seulement :

[join-spore-text-fr@lists.cta.int](mailto:join-spore-text-fr@lists.cta.int)

LIRE *SPORE* SUR ÉCRAN

- sur le Web : consultez [spore.cta.int](http://spore.cta.int)

### Reproduire *Spore*

- Pour un usage non commercial, les articles de *Spore* peuvent être librement reproduits à condition de mentionner la source. Merci d'envoyer une copie à la rédaction.

- Pour toute reproduction à des fins commerciales, demandez l'autorisation préalable.

# Le commerce ACP analysé et décrypté

<http://agritrade.cta.int>



**agritrade**

Les dernières informations sur le  
commerce agricole et la pêche ACP-UE





**LE DÉVELOPPEMENT RURAL AU SERVICE D'UN MONDE MEILLEUR**



# Briefings de Bruxelles sur le développement

Sensibiliser la communauté du  
développement ACP-UE depuis 2007 aux  
défis agricoles et ruraux d'aujourd'hui

[www.bruxellesbriefings.net](http://www.bruxellesbriefings.net)

Les Briefings de Bruxelles sont une initiative du CTA et de ses partenaires :  
la Commission européenne (DG DEVCO), le Secrétariat ACP, le Comité des  
Ambassadeurs ACP et la confédération CONCORD.